

**Assemblée générale**

Cinquante-cinquième session

108^e séance plénièreVendredi 13 juillet 2001, à 10 heures
New York*Documents officiels*

Président : M. Holkeri (Finlande)*La séance est ouverte à 10 heures.***Point 10 de l'ordre du jour (suite)****Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation****Rapport du Secrétaire général sur la prévention des conflits armés (A/55/985 et Corr. 1)**

M. Niculescu (Roumanie) (*parle en anglais*) : La Roumanie souscrit à la déclaration faite par l'Union européenne sur cette question très importante et actuelle qu'est la prévention des conflits armés. Je voudrais tout d'abord faire quelques commentaires sur la coopération entre l'ONU et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et ensuite quelques observations d'un point de vue national.

Pour ce qui est de la coopération entre l'ONU et l'OSCE, je suis encouragé par le fait que le Secrétaire général ait reconnu dans son rapport le rôle que jouent, dans la prévention des conflits armés, non seulement les États Membres et les principaux organes de l'ONU, mais également les organisations régionales comme l'OSCE.

Chaque conflit est unique; cependant, il y a des conditions régionales que nul ne peut ignorer. Il va sans dire que seule une perspective régionale, associée à une vision plus large voire globale, peut permettre de garantir l'utilisation d'une démarche intégrée et constante essentielle à toute activité de prévention des conflits.

Nous savons tous très bien qu'en tant qu'organisme découlant d'un accord régional conclu en vertu du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe joue un rôle particulier dans la consolidation de la paix et de la sécurité, dans le renforcement de la sécurité commune et dans la promotion de la démocratie et des droits de l'homme en Europe. À notre avis, la valeur ajoutée que représente l'OSCE est particulièrement manifeste dans les domaines de la diplomatie préventive, de la prévention des conflits, de la gestion de situations de crise et du redressement après les conflits dans les domaines relevant de sa compétence.

Dans ce contexte, depuis le tout début de sa présidence en exercice de l'OSCE, la Roumanie reconnaît l'importance unique du système de l'ONU, et en particulier le rôle confié au Conseil de sécurité, et elle compte sur sa coopération et son appui constants.

Le Ministre des affaires étrangères de mon pays est venu à l'ONU à titre de Président en exercice de l'OSCE à deux reprises cette année et il a alors présenté de nombreuses idées visant à améliorer la coopération entre l'ONU et l'organisation paneuropéenne. Ces idées et propositions sont essentiellement fondées sur la ferme conviction que les enseignements que l'OSCE a tirés des conflits et des crises dans sa zone ont fait ressortir la nécessité d'une coopération encore plus étroite et plus efficace entre toutes les organisations qui travaillent ensemble en Europe, comme l'exige la résolution de l'Assemblée générale sur la

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-178. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



coopération entre l'ONU et l'OSCE, ainsi que d'autres documents pertinents de ces deux organisations.

Je voudrais réitérer brièvement certaines des mesures proposées : coordination accrue; échange régulier de renseignements; échange d'agents de liaison; formation commune de personnel dans les domaines de l'alerte avancée et de la prévention; réunions entre experts des deux organisations sur des questions précises concernant l'alerte avancée et la prévention; élaboration d'indicateurs communs pour l'alerte avancée; et établissement d'une base de données sur les capacités de l'ONU et des organisations régionales en matière de prévention des conflits.

J'aimerais à présent faire quelques brefs commentaires d'un point de vue national. Comme tout autre pays, la Roumanie aimerait voir un environnement stable, basé sur la consolidation de la démocratie et la prospérité économique. C'est pourquoi le Gouvernement roumain a affiché notre souhait de rejoindre les structures euro-atlantiques, ainsi que notre détermination à apporter plus de stabilité et de sécurité à la communauté à laquelle nous appartenons. Mon pays participe activement à un vaste éventail d'activités mondiales, régionales et sous-régionales qui ont comme but principal de cicatriser les blessures des conflits actuels et passés et de prévenir l'émergence de nouveaux conflits. Il va sans dire que tous les efforts allant dans cette direction sont les bienvenus. Parmi ces efforts, nous nous félicitons tout spécialement des initiatives que le Secrétaire général a prises, en collaboration étroite avec l'Assemblée générale et vous-même, Monsieur le Président, et avec le Conseil de sécurité, en vue de faire passer l'Organisation des Nations Unies « d'une culture de réaction à une culture de prévention » (A/55/985, p.1).

Nous appuyons pleinement les hypothèses et les recommandations qui figurent dans le rapport du Secrétaire général dont nous débattons aujourd'hui. Nous sommes prêts à contribuer nous-mêmes à leur mise en oeuvre. En particulier, nous partageons l'avis selon lequel la prévention des conflits et le développement durable se renforcent l'un l'autre et, qu'en conséquence, il est indispensable de mettre davantage l'accent sur le développement économique et social, sur une bonne gestion des affaires publiques, sur la démocratisation et le respect des droits de l'homme. Nous estimons que l'action préventive devrait être entamée le plus tôt possible lorsqu'un conflit émerge; on ne saurait trop répéter que non seulement il vaut mieux

prévenir que guérir, mais aussi que c'est toujours moins cher. En même temps, toute stratégie de prévention devrait traiter des racines structurelles les plus profondes des conflits, y compris les racines économiques. Elle ne devrait pas ignorer les racines historiques anciennes qui ont souvent une dimension culturelle, ethnique ou religieuse, parce tout en essayant de consolider la paix aujourd'hui, nous devrions éviter de semer les graines de futurs conflits ou guerres.

M. Hughes (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : J'aimerais, tout d'abord, vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance plénière de l'Assemblée générale pour examiner l'important rapport du Secrétaire général. Il y a beaucoup de sagesse dans ce document et nous croyons qu'il servira de cadre de référence essentiel pour l'Organisation et les États Membres pendant les prochaines années.

Le Secrétaire général a formulé un certain nombre de principes clefs avec lesquels nous sommes tout à fait d'accord. La Charte prévoit, en effet, un solide mandat pour la prévention des conflits armés et toutes les parties pertinentes de l'Organisation, y compris l'Assemblée générale ainsi bien sûr que le Conseil de sécurité, devraient contribuer à atteindre cet objectif.

Nous sommes aussi d'accord en général avec le principe directeur du Secrétaire général selon lequel c'est aux gouvernements nationaux qu'incombe la responsabilité première de la prévention des conflits et que, dans la plupart des cas, la communauté internationale ne peut faire plus que fournir les ressources financières, techniques et humaines pour aider les gouvernements qui affichent la volonté de s'attaquer aux causes profondes des conflits. Il y a aussi des cas, cependant, où les gouvernements manquent des capacités nécessaires pour résoudre eux-mêmes les conflits. Dans ces cas-là, une beaucoup plus grande responsabilité incombe à la communauté internationale, y compris l'Organisation des Nations Unies, pour contribuer à la prévention des conflits et à la protection des civils. C'est surtout vrai dans le cas des conflits internes aux États qui, comme on l'a dit à de nombreuses reprises, sont de plus en plus la forme la plus répandue de conflits et, d'ailleurs, celle qui préoccupe le plus la propre région de la Nouvelle-Zélande, le Pacifique Sud.

Le rapport du Secrétaire général met en lumière le rôle important que les organisations régionales doi-

vent jouer dans la prévention des conflits. Dans le Pacifique Sud, les dirigeants politiques ont réagi à des niveaux croissants de conflits et d'instabilité en cherchant de nouvelles formes d'action préventive collective. À la réunion du Forum des îles du Pacifique, à Kiribati, l'an dernier, ils ont adopté la Déclaration de Biketawa qui fournit un cadre de coopération régionale pour la diplomatie préventive et la prévention des conflits. Le Secrétaire général du Forum des îles du Pacifique s'est vu confier la tâche de développer ce cadre et de mettre en place des mécanismes concrets pour atteindre ses objectifs, y compris la coopération avec l'ONU.

Dans la région plus large de l'Asie et du Pacifique, nous pensons comme l'Australie, qui s'est exprimée hier, que le Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) a un rôle potentiellement très précieux à jouer en matière de prévention des conflits. Le Forum régional de l'ANASE permet de traiter des questions urgentes de sécurité régionale en servant de tribune pour les débats et en renforçant la confiance entre les pays de la région. Les membres du Forum régional de l'ANASE se sont mis d'accord sur un processus en trois étapes, du renforcement de la confiance à la diplomatie préventive puis enfin au règlement des conflits. Le Forum régional de l'ANASE se trouve actuellement entre les première et deuxième étapes de cet effort. Les ministres du Forum régional de l'ANASE examineront d'ici peu un document sur la définition, les concepts et les principes de la diplomatie préventive. Ils examineront aussi les mécanismes qui permettraient de renforcer les capacités du Forum de régler les problèmes de sécurité régionale par le biais de la création d'un registre d'experts et de personnalités éminentes et du renforcement du rôle du Président entre les réunions. Nous espérons que ces initiatives mèneront à des progrès au cours des prochains mois.

L'analyse par le Secrétaire général de la corrélation complexe qui existe entre le développement, la paix et la sécurité est tout à fait juste. S'il est vrai que c'est essentiellement aux sociétés et pays touchés qu'il incombe de trouver des solutions aux conflits, l'aide publique au développement peut aussi jouer un rôle important, tant pour aider à prévenir les conflits que dans les efforts de consolidation de la paix après les conflits. Le rétablissement du droit et de la justice et le désarmement des combattants sont des domaines qui peuvent être soutenus de la même manière.

À Bougainville, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, par exemple, l'aide publique au développement a été ciblée pour fournir rapidement un dividende de la paix dans le but de prévenir un retour à la violence presque habituelle qu'on a connue sur cette île lors de la dernière décennie. Il me plaît de relever les progrès qui ont été réalisés sur la voie d'un règlement politique global, dans lequel le Bureau politique des Nations Unies à Bougainville a joué un rôle important.

Dans les Îles Salomon, l'aide publique au développement aide à financer la contribution de la Nouvelle-Zélande à l'équipe internationale d'observateurs dirigée par l'Australie, ainsi que les efforts de la société civile visant à appuyer le processus de paix. Un chômage élevé et les possibilités limitées de formation pour les jeunes sont des facteurs majeurs contribuant au conflit dans les Îles Salomon. Nous avons par conséquent utilisé l'aide publique au développement pour continuer à fournir des possibilités d'éducation aux jeunes qui sinon auraient été tentés de participer aux combats.

L'instabilité aux Fidji a exigé une démarche différente, en mettant l'accent sur l'appui au droit et à la justice, la lutte contre la pauvreté, les droits de l'homme et les objectifs humanitaires. Tous ces projets sont importants. Comme le Secrétaire général l'a noté dans son rapport, il vaut beaucoup mieux prévenir que guérir. Nous appuyons par conséquent son appel à ce que des préoccupations de paix et de sécurité soient effectivement intégrées dans les programmes bilatéraux et multilatéraux de développement.

Il y a, bien sûr, de nombreux autres facteurs qui alimentent les conflits. Nous nous félicitons du fait que le Secrétaire général ait mis l'accent sur la transparence en matière d'armements et du rôle utile joué par le Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies. Dans le Pacifique Sud, nous avons pris conscience de l'influence potentiellement déstabilisante de la prolifération incontrôlée des armes légères. Ces dernières années, nous avons vu des conflits devenir très destructeurs parce que des armes légères ont disparu des stocks gouvernementaux et nous avons constaté en conséquence des attaques contre les institutions de la démocratie moderne, le Parlement à Suva étant juste un exemple, l'an dernier. Pour parler du côté positif, on a entrepris des démarches régionales constructives pour s'attaquer aux problèmes des armes légères dans le Pacifique Sud, y compris l'initiative de Honiara du Forum du Pacifique et le Plan-cadre de Nadi.

Nous nous félicitons naturellement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui a lieu ici en ce moment. Nous veillerons à ce que les préoccupations du Pacifique Sud soient entendues à cette conférence et nous nous efforcerons de faire en sorte qu'elle débouche sur un programme d'action équilibré et global.

Le rapport du Secrétaire général contient de nombreuses autres suggestions qui méritent notre appui. Nous aimerions souligner en particulier son analyse des effets des conflits armés sur les enfants. C'est en assurant les soins, la protection et l'éducation des enfants que nous pourrions le plus efficacement éviter que les graines des futurs conflits ne prennent racine. Nous nous faisons écho de l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur du renforcement des efforts visant à répondre aux besoins des enfants touchés par les conflits armés, et nous invitons instamment les États à ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la participation d'enfants aux conflits armés. Pour notre part, nous espérons être bientôt en mesure de ratifier ce protocole.

Nous appuyons également le Secrétaire général lorsqu'il reconnaît le rôle potentiel de la société civile dans la prévention et le règlement des conflits armés. Notre expérience dans le Pacifique Sud, notamment à Bougainville, dans les îles Salomon, à Fidji et même, évidemment au Timor oriental, nous a montré que la participation active des groupes de la société civile, y compris les organisations internationales non gouvernementales et les services bénévoles, les groupes communautaires et les groupes religieux et de femmes, peut être inestimable. Nous étions heureux de noter que notre contribution au fonds d'affectation spéciale pour la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing sera utilisée par l'Organisation des Nations Unies pour étudier les effets des conflits armés sur les femmes et les petites filles, le rôle des femmes dans la consolidation de la paix et la composante femmes des processus de paix et de règlement des différends.

Enfin, je signalerais que, d'ici la fin du mois, le Secrétaire général présentera des recommandations détaillées au Conseil de sécurité sur l'avenir de la présence de l'ONU au Timor oriental après l'indépendance. Le Timor oriental est un bon exemple de la nécessité pour la communauté internationale de s'appuyer sur une intervention de maintien de la paix

réussie en mettant en place les fondations politiques, économiques, juridiques et constitutionnelles visant à assurer une paix et une sécurité durables. Le Timor oriental nécessitera une assistance continue de la part de la communauté internationale, notamment une présence efficace de l'ONU financée par des contributions mises en recouvrement, après l'indépendance si l'on veut parvenir à l'objectif recherché.

L'Organisation des Nations Unies et ses États Membres ont effectué un investissement important pour promouvoir la sécurité et assurer la reconstruction et le développement du Timor oriental. Il est important que cet investissement ne soit pas réduit à néant par une réduction brutale de l'appui international au Timor oriental. La paix et la stabilité futures du pays en dépendent.

Une fois de plus, Monsieur le Président, nous vous remercions de nous avoir donné cette possibilité de discuter du rapport du Secrétaire général dans ce contexte. Le défi qui nous attend sera de veiller à ce qu'un suivi sérieux soit fait à ce débat au cours des travaux futurs de l'Assemblée générale.

M. Mekdad (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : C'est un plaisir pour moi de vous exprimer, Monsieur le Président, notre profonde appréciation pour avoir pris l'initiative de convoquer la présente séance de l'Assemblée générale en vue de permettre aux États Membres des Nations Unies d'échanger les vues et les idées sur le rapport du Secrétaire général relatif à la prévention des conflits armés.

Je tiens également à exprimer nos remerciements au Secrétaire général pour avoir préparé ce rapport dont nous avons examiné le contenu avec le plus grand intérêt.

Je remercie également Mme Fréchette pour son intervention liminaire.

Notre débat d'aujourd'hui est très important parce qu'il concerne la compétence fondamentale de l'Organisation des Nations Unies en matière de prévention des conflits armés. Cette question se situe au coeur même des actions et de la mission de notre organisation. Elle constitue la raison d'être même de l'existence de l'Organisation des Nations Unies, dont la Charte a défini l'objectif principal : protéger l'humanité contre le fléau de la guerre et des conflits armés.

Cependant, après plus d'un demi-siècle après la création de l'Organisation des Nations Unies, la prévention des conflits armés reste un espoir qui ne s'est pas réalisé. L'ampleur de cette question nécessite des efforts inlassables sur la base des buts et principes de la Charte, de la légitimité internationale, des résolutions de l'ONU et du droit international et humanitaire.

Le rapport du Secrétaire général réaffirme que les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour prévenir les conflits doivent être conformes aux buts et principes de la Charte, dont l'importance est telle qu'ils doivent toujours être respectés par l'Organisation.

La communauté internationale est une grande famille formée d'États très divers. Il importe, dans le domaine de la prévention des conflits armés, de mettre l'accent sur l'application de la démocratie dans les relations entre les États. Étant donné que les États ont des systèmes sociaux, des idéologies, des valeurs et des convictions différents, il importe dans les relations internationales de respecter scrupuleusement les principes de base du respect mutuel, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-agression et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États ainsi que de l'égalité.

Le Secrétaire général, vers la fin de son rapport, a posé une question sérieuse à laquelle nous devons trouver une réponse. Pourquoi a-t-on si peu souvent recours à la prévention des conflits? Pourquoi échouons-nous si souvent alors qu'il y a manifestement une possibilité de réussir grâce à une stratégie de prévention?

Ma délégation comprend certainement ce que le Secrétaire général entend par là. Il faut, au XXI^e siècle, que la sécurité collective se base sur notre détermination de faire face le plus tôt possible aux tensions, aux inégalités, à l'injustice, au racisme et aux actes d'agression avant que la paix et la sécurité soient remises en cause.

Le rapport du Secrétaire général dont nous sommes saisis comporte des allusions directes aux situations qui requièrent de l'ONU et de la communauté internationale une attention particulière. Ma délégation comprend les préoccupations exprimées face à certaines situations dans nombre de pays. Cependant, ce rapport n'a pas mentionné – contrairement à ce que nous aurions espéré – la situation explosive au Moyen-

Orient ou l'importance de déployer des efforts pour y prévenir les conflits armés.

Il y a un paragraphe qui mentionne le Moyen-Orient, mais il n'a même pas évoqué, comme il le fallait, les territoires palestiniens occupés ou le Golan syrien occupé, bien que le Secrétaire général de l'ONU déploie des efforts presque quotidiens pour empêcher la situation au Moyen-Orient de dégénérer en un affrontement.

Nous serions reconnaissants au Secrétaire général s'il pouvait corriger cette erreur et veiller à ce que la position de l'ONU sur cette question soit clairement énoncée. Il est désormais reconnu que l'occupation étrangère constitue un des facteurs les plus dangereux de l'émergence des conflits. Nous aurions voulu que le rapport accorde une attention plus grande à cette question.

Il n'est nullement exagéré de dire que le Gouvernement israélien actuel, en particulier, oeuvre quotidiennement à exacerber les tensions en alimentant le conflit armé dans cette importante région du monde. Le massacre de plus de 600 Palestiniens par les forces israéliennes signifie assurément que la situation est réellement explosive.

Du fait des activités et priorités du Gouvernement israélien, le bombardement des forces syriennes au Liban commis coup sur coup par les Israéliens signifie certainement que la situation est explosive et nécessite que l'on déploie des efforts pour empêcher ces agressions qui n'ont aucune raison d'être si ce n'est qu'elles incarnent la volonté des autorités israéliennes. Ils agissent en toute impunité dans la région, recourant à l'agression, aux assassinats et au génocide pour protéger leur occupation et leur expansion.

Ma délégation estime qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies, dans les efforts qu'elle déploie pour prévenir les conflits armés, insiste sur l'application des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et le respect de la légitimité internationale, du droit international et du droit international humanitaire.

Le paragraphe 94 du rapport du Secrétaire général souligne l'importance du respect des droits de l'homme. Bien que nous estimions qu'il faille s'intéresser à cette question, nous voudrions également mentionner la nécessité pratique de s'intéresser davantage au droit au développement, aux droits de l'homme

des Palestiniens et aux besoins de plus d'un demi-million de personnes déplacées, des Syriens, qui depuis 1967 ont été expulsées de leurs foyers.

Les Articles 10, 11 et 14 de la Charte confèrent à l'Organisation des Nations Unies un rôle important dans la prévention des conflits armés. Nous voudrions à cet égard appuyer la recommandation 1 du rapport et nous demandons que soient prises toutes les mesures garantissant que l'Assemblée générale jouera un rôle en matière de prévention des conflits armés.

Ma délégation attache aussi une importance particulière aux paragraphes du rapport relatifs au désarmement. Malheureusement, à l'exception des armes légères, nous n'avons trouvé, dans ce rapport, aucune référence aux catégories d'armes qui constituent une menace à la paix et la sécurité internationales.

Il est clair que la guerre nucléaire est un type de conflit qu'il faut empêcher par tous les moyens. Le désarmement nucléaire doit se voir accorder une priorité fondamentale. La véritable sécurité à l'échelle mondiale ne sera réalisée que si l'on impose à tous les États d'éliminer les armes nucléaires à une échéance déterminée. Nous sommes fermement convaincus que c'est avec raison que le Document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement de 1978 affirmait que la priorité principale devait être accordée au désarmement nucléaire, à la destruction des armes de destruction massive et, ensuite, aux armes classiques.

Le rapport du Secrétaire général comporte nombre d'observations sur la création de mécanismes de prévention des conflits armés. Nous estimons que ces mécanismes doivent être établis en consultation avec les États Membres. Tout mécanisme qui ne répondrait pas à ce critère menacerait la crédibilité de l'ONU et provoquerait des doutes quant au mécanisme lui-même.

Pour terminer, je voudrais dire que la prévention des conflits armés est une question globale et grave et il faut que les propositions et les idées figurant dans le rapport du Secrétaire général fassent l'objet d'un examen sérieux, d'un débat approfondi et d'une analyse de la part de tous les États Membres ainsi que des divers organes du système des Nations Unies. Il serait utile pour l'ONU de tirer parti des enseignements et des expériences qu'elle a accumulés dans le domaine de la prévention des conflits armés, afin d'élaborer une stratégie efficace et des mesures concrètes pour prévenir ce

type de conflits armés et améliorer son rôle dans ce domaine.

M. Lancry (Israël) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord dire combien Israël apprécie la tenue de ce débat sur la prévention des conflits armés, objectif qui est, à notre avis, le moyen le plus efficace d'assurer dans le monde cette paix à laquelle nous aspirons tous. À cette fin, nous accueillons avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur la prévention des conflits armés et nous félicitons le Secrétaire général pour ce document profond et pénétrant.

En fait, faire passer l'ONU d'une culture de réaction à une culture de prévention reflète les idéaux les plus nobles de cette organisation, tels qu'ils sont inscrits dans la Charte des Nations Unies. La prévention réduit radicalement les coûts économiques et sociaux des conflits et, bien entendu, ce qui est le plus important, les coûts humains. C'est l'idéal sur la base duquel a été fondée l'Organisation – protéger l'humanité du fléau de la guerre – et Israël partage la conviction que la meilleure façon de protéger nos enfants contre les guerres de demain, c'est de prévenir les conflits aujourd'hui.

L'hypothèse de base du rapport du Secrétaire général est que la responsabilité première en matière de prévention des conflits incombe aux gouvernements nationaux et que le rôle principal de l'ONU devrait être d'appuyer les efforts déjà entrepris au niveau national.

Le Moyen-Orient constitue un exemple frappant des résultats fructueux que peut entraîner une telle approche. Les traités de paix conclus par Israël avec l'Égypte et la Jordanie et les guerres qui ont été évitées grâce à la conclusion de ces traités, ont résulté de négociations entreprises directement entre les parties. Tout au long de ces efforts, les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité nous ont guidés sur la voie de la paix; ces résolutions ont été et restent la base même du mandat adopté par les parties à la Conférence de la paix de Madrid. La résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité qu'Israël a mise en oeuvre dans sa totalité, a défini les étapes nécessaires au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région et a assigné au personnel des Nations Unies la tâche d'aider à la réalisation de ces objectifs.

Dans ce même contexte, nous déplorons vivement la déclaration faite par le représentant de la Syrie à propos d'Israël. Nous trouvons que les termes qu'il a employés sont particulièrement troublants étant donné

que le comportement récemment adopté par la Syrie favorise et prolonge les conflits dans notre région. Le long de la frontière septentrionale d'Israël, l'organisation terroriste du Hezbollah, soutenue et encouragée par le Gouvernement syrien, continue de lancer des attaques non provoquées contre Israël et contre les soldats et les civils israéliens. Ce comportement, en violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité et des normes acceptées du droit international, n'est possible que grâce à l'aide et à la complicité du régime syrien qui en fait gouverner le Liban et dicte sa politique étrangère.

Le Gouvernement syrien continue à appuyer les activités du Hezbollah en permettant, sur le territoire syrien, des transferts d'armes par voie terrestre, de l'Iran jusqu'aux agents du Hezbollah, et en autorisant le Hezbollah à maintenir des installations d'entraînement de terroristes dans la vallée de la Bekaa contrôlée par la Syrie. Ce faisant, il a directement renforcé la capacité de cette organisation de lancer des attaques contre Israël.

Compte tenu de tout cela, la communauté internationale doit s'interroger sérieusement sur la conduite du Gouvernement syrien, étant donné que ce pays cherche à devenir sous peu membre du Conseil de sécurité. État qui occupe le Liban et parraine les actes de terrorisme du Hezbollah et qui accorde l'asile à des organisations terroristes sur son territoire, la Syrie mène des politiques qui vont clairement à l'encontre des principes de la Charte des Nations Unies. Les États Membres doivent faire en sorte que seules les nations qui adhèrent strictement, en paroles et en actes, aux dispositions de la Charte puissent prétendre à accéder à un organe aussi important de l'Organisation mondiale.

Outre la référence aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, la mise en oeuvre intégrale par Israël de la résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité et la présentation récente du Ministre des affaires étrangères Shimon Peres au Conseil de sécurité témoignent de la volonté d'Israël de s'engager dans un dialogue constructif en vue de régler les conflits dans la région. Dans le même temps, toutes les grandes initiatives dans la région ont été prises et approuvées par les parties elles-mêmes dans des négociations directes. Cette formule, lorsqu'elle est mise en oeuvre de façon intégrale, de bonne foi et sans réserves, a donné lieu à des résultats exceptionnels et historiques.

On ne soulignera jamais assez ce point. Tous les grands acquis dans la recherche de la paix au Moyen-Orient ont résulté de négociations directes entre les parties. Le rapport du Secrétaire général, avec son affirmation sans équivoque que la responsabilité fondamentale de la prévention des conflits relève des Gouvernements nationaux et des autres acteurs locaux, corrobore en substance cette approche.

Dans le cas du processus de paix israélo-palestinien, ces efforts sont en cours depuis près de huit ans. Comme toujours, Israël a entrepris des négociations directes avec les Palestiniens dans l'espoir de mettre fin à des décennies de conflit et d'empêcher de nouveaux. Beaucoup de progrès ont été faits au cours de ces années – et pas seulement au niveau politique, mais également en matière de coopération économique et d'interaction sociale et culturelle. Tous ces progrès ont été faits sur la base de principes clairs : la reconnaissance mutuelle, le rejet de la violence, l'élimination de la terreur et des négociations bilatérales directes.

En septembre dernier, les Palestiniens ont décidé de rompre avec cette formule en renonçant à leur engagement en faveur de la non-violence et à la voie du dialogue. C'est un fait très troublant auquel le Gouvernement israélien tente activement de trouver une solution, en acceptant pleinement le rapport Mitchell et le plan Tenet de cessez-le-feu.

On ne dira jamais assez que les actions de base doivent être le fait des parties elles-mêmes et que la communauté internationale, dans l'esprit des recommandations du Secrétaire général, doit user de toute son influence pour encourager les parties à persévérer dans le dialogue visant à mettre fin au conflit. Le recours à la violence est incompatible avec la réalisation d'objectifs politiques. L'objectif de la prévention des conflits serait le mieux servi par un clair rejet de cette tactique. Dans une très grande mesure, c'est là l'essence même des Accords d'Oslo, qui ont clairement indiqué qu'il n'y avait pas de place pour le terrorisme en tant qu'instrument stratégique à des fins politiques.

Par ailleurs, nous comprenons l'insistance du Secrétaire général sur une approche multidimensionnelle tenant compte des facteurs sociaux, économiques, culturels, écologiques et de développement. L'importance de la lutte contre la pauvreté et de la promotion d'un développement durable ne doit pas être sous-estimée. Assurer le bien-être matériel et social des

individus dans des zones de troubles constitue incontestablement un puissant outil de prévention des conflits. Dans cet esprit, nous nous sommes toujours efforcés d'avoir, avec nos voisins, non seulement des contacts politiques, mais également des relations entre les peuples, de réaliser des projets de développement et économiques communs, et de développer des programmes d'échanges culturels.

L'aspiration d'Israël, au-delà des règlements politiques et traités de paix nécessaires, est la pleine intégration et acceptation à plusieurs niveaux, y compris aux niveaux culturel, économique et philosophique. À cette fin, des organisations israéliennes à but non lucratif ont lancé de nombreux programmes visant à renforcer et à élargir les nombreuses possibilités d'interaction et de partenariat. Nos objectifs les plus ambitieux visent à renforcer les relations humaines entre nos peuples et à assurer une meilleure compréhension et des échanges culturels. Ces programmes représentent une stratégie de prévention structurelle, comme le décrit le rapport.

Le dernier point que je voudrais évoquer sur le rapport du Secrétaire général se rapporte à la reconnaissance du fait que le premier enseignement à tirer de l'expérience passée est que plus tôt on traite des causes des conflits, plus on accroît les chances de voir les parties s'engager dans un dialogue constructif et régler les problèmes qui sont à l'origine du conflit.

À cet égard, je lance un appel à nos partenaires palestiniens pour que nous avancions ensemble sur la voie d'un avenir de dialogue, de paix et de coexistence véritable. Plus cette guerre durera, plus nos blessures s'aggraveront et plus il nous sera difficile de sortir de l'obscurité dans laquelle nous sommes plongés depuis plus de neuf mois.

Il y a une voie à suivre et nous devons, dans l'intérêt de tous les peuples de la région, faire le premier pas ensemble. Faisons en sorte de créer une nouvelle atmosphère et un nouveau climat de confiance, de respect et de foi en notre destin commun.

M. Widodo (Indonésie) (*parle en anglais*) : Ma délégation souhaite vous exprimer, Monsieur le Président, sa profonde appréciation pour avoir convoqué ces réunions en vue d'examiner une question importante pour tous les États Membres. Nous sommes sûrs que nos délibérations faciliteront la cristallisation d'idées et d'approches et contribueront sensiblement au succès de nos efforts.

Les débats que nous avons eus au Sommet du millénaire de septembre dernier ont de nouveau souligné la nécessité d'accorder la priorité à la prévention des conflits au XXI^e siècle. L'émergence de nombreux conflits meurtriers durant la dernière décennie a eu un effet désastreux sur le bien-être politique, économique et social de l'humanité et déchiré le tissu même de l'amitié et de l'harmonie entre les pays. Ces conflits ont non seulement nécessité d'énormes opérations et interventions de secours humanitaire, mais ils ont également engendré des coûts élevés résultant de missions de maintien de la paix et de consolidation de la paix après les conflits. Il est donc devenu évident que les stratégies de réaction ne suffisent plus et qu'il est temps de mettre en oeuvre une stratégie cohérente faisant de la prévention des conflits une partie intégrante des efforts concertés que l'ONU déploie pour maintenir la paix et la sécurité internationales.

C'est pour ces raisons vitales que ma délégation salue le rapport exhaustif et riche du Secrétaire général (A/55/985) sur la prévention des conflits armés. Ce rapport confirme le mandat essentiel de l'ONU et sa mission visant à empêcher l'émergence de conflits; il examine les mécanismes et institutions pertinents, et il élabore une stratégie de protection des personnes contre le fléau de la guerre, les conflits armés et la violence aveugle.

Nous sommes d'accord en particulier sur ce qui y est dit du rôle clef de l'Organisation dans le renforcement des capacités nationales et la nécessité d'obtenir le consentement et l'appui des gouvernements concernés pour les efforts de prévention des conflits.

Nous partageons l'avis du Secrétaire général que c'est au premier chef aux gouvernements des pays qu'incombe la responsabilité première de la prévention des conflits. Afin de contribuer efficacement à l'action de prévention, les gouvernements doivent avoir une ferme volonté politique. Il convient de noter que tous les gouvernements ne sont pas dotés des capacités suffisantes pour ce type d'activités, en particulier lorsqu'il s'agit de situations explosives. En vue de renforcer ces capacités, une coopération internationale fondée sur des partenariats constructifs et complémentaires doit être encouragée. Elle devrait obéir non seulement aux principes de la prévention des conflits énoncés dans le rapport du Secrétaire général, mais également aux critères d'impartialité et de non-sélectivité.

Le rapport s'adresse également, à juste titre, à l'Assemblée générale, qui a compétence, avec d'autres institutions, programmes et fonds de l'ONU, pour éliminer les causes profondes des conflits, en particulier celles qui ont trait au développement socioéconomique. Le rôle vital joué par toutes les parties du système des Nations Unies dans la réduction et l'élimination des causes sous-jacentes des conflits doit ainsi être reconnu. L'Assemblée générale, en tant qu'instance universelle, a un rôle important à jouer dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il s'ensuit que le potentiel d'application des dispositions pertinentes de la Charte relatives à la prévention des conflits doit également être reconnu.

Nous convenons du fait, établi par le rapport, qu'il existe une corrélation entre la prévention des conflits et le développement durable, qui exigera une approche multisectorielle comprenant des mesures à court et long termes. La prévision par le Conseil économique et social des problèmes socioéconomiques susceptibles de déclencher l'effondrement d'un système politique puis une crise, et la formulation de stratégies pour faire face à ces situations potentiellement explosives contribuerait notablement au traitement des causes profondes des conflits et au rôle du développement dans la prévention des conflits à long terme. C'est la raison déterminante pour laquelle il est impératif d'augmenter considérablement le volume de l'aide au développement vers les pays en développement. En outre, il importe au plus haut point, à notre avis, que le système des Nations Unies et la communauté internationale défendent pleinement le rôle potentiel de la coopération économique et de la coopération pour le développement dans les pays en développement dans le cadre de la prévention des conflits.

Le rôle crucial joué par les organisations régionales dans les stratégies préventives est à juste titre reconnu dans le rapport, car les conflits sont inséparables de leurs contextes régionaux. Pour des raisons géographiques, historiques et autres, les organisations régionales sont les mieux placées pour proposer des solutions et prévenir le déclenchement d'hostilités. Les stratégies régionales et sous-régionales de ce type sont particulièrement utiles en ce qu'elles axent l'attention sur les menaces potentielles provenant de questions transfrontalières, comme le commerce illicite des armes légères, les réfugiés, les mercenaires et les forces irrégulières.

Parallèlement, les modalités de coopération et de coordination entre l'ONU et les organisations régionales doivent être améliorées dans les domaines de la diplomatie préventive, du maintien de la paix et de la consolidation de la paix.

Aussi, une étude approfondie de l'éventail des mécanismes et procédures possibles en vue de renforcer davantage l'interaction entre ces organisations, notamment dans les domaines politique, économique et social ainsi que dans le domaine de la sécurité, a pris désormais une importance primordiale. À cet égard, l'Indonésie apporte son soutien aux processus de suivi des réunions régulières entre organisations, comme le recommande le Secrétaire général.

Ma délégation a pris note des modalités, mentionnées dans la recommandation 9 du rapport, qui permettraient de renforcer le rôle préventif traditionnel du Secrétaire général. Nous saluons l'intention du Secrétaire général de mettre en place un réseau informel de personnalités éminentes aux fins de la prévention des conflits. Ce réseau devrait avoir un fonctionnement transparent et un mandat clairement défini.

Nous nous félicitons de ce que le rapport reconnaisse le rôle de la société civile, des organisations non gouvernementales et des entreprises du secteur privé dans la prévention des conflits.

Pour terminer, nous souhaitons réitérer l'importance que cette question revêt pour tous les États Membres et nous avons hâte de voir reprendre nos délibérations dans un avenir proche. À ce stade, nos observations sont des observations préliminaires et générales et à l'instar des autres États Membres, nous allons étudier de manière approfondie les recommandations du rapport, en vue d'élargir notre réflexion et de procéder à une nouvelle évaluation. En attendant, nous devrions faire de la prévention des conflits, qui a des répercussions sur la paix régionale et la sécurité internationale, une de nos priorités absolues, tout en améliorant et en renforçant les capacités de l'ONU dans ce domaine.

M. Satoh (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais m'associer aux orateurs précédents pour vous remercier à mon tour, Monsieur le Président, d'avoir convoqué le débat d'aujourd'hui sur le rapport du Secrétaire général relatif à la prévention des conflits armés. La prévention des conflits est en effet un sujet de la plus haute importance pour tous les Membres de l'ONU.

Je tiens également à remercier le Secrétaire général d'avoir publié ce premier rapport détaillé, qui pourra servir de point de départ à l'étude de mesures concrètes de prévention des conflits. J'appuie donc, Monsieur le Président, votre initiative d'adopter une résolution de procédure visant à distribuer le rapport à tous les organes pertinents du système des Nations Unies et aux autres parties concernées, afin qu'ils puissent l'examiner.

J'aimerais aujourd'hui faire part de nos réflexions sur la prévention des conflits, en insistant tout particulièrement sur les rôles de l'Assemblée générale et du Secrétaire général. Nos observations sur le rôle du Conseil de sécurité ont été présentées au Conseil de sécurité le mois dernier.

Le Japon préconise depuis longtemps que la communauté internationale adopte, pour le règlement des conflits au niveau international, une démarche globale conjuguant des mesures politiques, économiques, sociales et humanitaires, en prenant en compte les exigences spécifiques du moment. Une démarche de ce type devrait être appliquée à chaque étape de la prévention des conflits, depuis les efforts de prévention avant un conflit jusqu'aux activités de consolidation de la paix après le conflit. Il va sans dire qu'une bonne coopération et une bonne coordination entre les différents protagonistes est essentielle au succès d'une telle démarche intégrée.

Dans ce cadre, l'Assemblée générale pourrait apporter une contribution notable à la cause de la prévention des conflits. Tandis que le Conseil de sécurité se prête à la prise de mesures rapides en réponse aux conflits, l'Assemblée générale, elle, pourrait envisager des stratégies de prévention des conflits à long terme, en particulier dans les domaines du maintien de la paix et de la stabilité avant un conflit et de la prévention d'une reprise d'un conflit lorsqu'il vient de se terminer, ce qui exige des mesures politiques, économiques et sociales.

L'Assemblée générale pourrait également jouer un rôle important en intégrant dans l'ordre du jour de la communauté internationale certaines questions d'importance cruciale pour la prévention des conflits. La Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères qui se déroule actuellement en est un bon exemple, comme l'a été la session extraordinaire sur le VIH/sida.

Je voudrais aussi souligner l'importance du renforcement des capacités de prévention des divers organes du système de l'ONU. À cet égard, le Secrétaire général a un rôle important à jouer. Nous souscrivons aux idées mentionnées dans le rapport qui visent à renforcer les rôles traditionnels du Secrétaire général dans ce domaine. Ces idées comprennent une utilisation accrue des missions interdisciplinaires d'établissement des faits et de renforcement de la confiance dans les zones instables, mises sur pied par l'ONU; l'élaboration, en collaboration avec les organisations régionales pertinentes, de stratégies de prévention régionales; et la création d'un réseau informel de personnalités éminentes pour prévenir les conflits. Dans ce contexte, nous nous félicitons des efforts déployés par le Secrétaire général pour étoffer sa liste de représentants et d'envoyés spéciaux.

La création de groupes d'amis du Secrétaire général pourrait également s'avérer utile pour renforcer ses activités de prévention des conflits. Il est bien sûr crucial d'inclure dans ces groupes des représentants des pays qui ont la capacité de contribuer aux efforts de prévention des conflits, ainsi que des représentants des institutions de Bretton Woods et d'autres organisations qui oeuvrent pour le développement.

Les recommandations énoncées dans le rapport doivent être suivies de façon constructive et cohérente. Par conséquent, je voudrais assurer l'Assemblée que le Japon est prêt, dans cet esprit, à participer aux débats sur ce rapport.

M. Granovsky (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Le débat d'aujourd'hui à l'Assemblée générale est consacré à l'une des questions les plus urgentes de l'ordre du jour de la communauté internationale. La question de la prévention des conflits armés est devenue fermement ancrée dans l'esprit des États Membres de l'ONU, et fait partie intégrante des efforts multidimensionnels qui sont déployés pour maintenir la paix et la stabilité internationales.

Bon nombre d'années se sont écoulées et beaucoup de ressources humaines et matérielles ont été perdues avant que le monde ne soit en mesure de faire la constatation suivante, pourtant évidente : si l'on décèle rapidement les tendances qui mènent à des crises, les efforts que l'on déploie pour éviter qu'elles ne dégénèrent en affrontements armés sont beaucoup plus efficaces à tous les niveaux que ceux qui visent à mettre fin à des conflits qui en sont à leur paroxysme.

La mise en pratique d'une démarche de ce type exige toutefois beaucoup d'efforts et de ressources. Cependant, il s'agit d'un investissement dans la sécurité régionale et mondiale qui ne comporte aucun risque, et qui est amorti à plusieurs reprises car il permet d'éviter des souffrances et le décès de dizaines ou même de centaines de milliers de personnes totalement innocentes.

Toutefois, si la culture de la prévention ne s'enracine pas dans l'esprit des membres de la communauté internationale, même les plus vastes ressources ne suffiront pas. L'essence de cette culture, c'est la priorité absolue qu'il faut accorder à une action collective de prévention et à l'élaboration commune d'une stratégie intégrée de prévention des conflits armés sous l'égide de l'ONU et dans laquelle celle-ci jouerait un rôle central.

Ce n'est pas par hasard que le renforcement de la culture de prévention des conflits est devenu l'un des thèmes globaux du Sommet du millénaire. À cette manifestation, le Président de la Fédération de Russie, M. Vladimir Poutine, et les dirigeants de nombreux autres États ont consacré une grande partie de leur déclaration à ce thème, en accordant une attention particulière à la nécessité d'éliminer les causes profondes des conflits, y compris les causes sociales et économiques. Les décisions prises lors du Sommet et de l'Assemblée du millénaire avaient pour but d'accroître les efforts internationaux dans le domaine de la prévention. La chose la plus importante consiste à assurer le suivi de ces décisions de façon adéquate et efficace.

Des directives importantes sur nos travaux futurs dans ce domaine figurent dans le rapport du Secrétaire général relatif à la prévention des conflits armés. On ne peut qu'être d'accord avec le Secrétaire général lorsqu'il dit que la responsabilité première de l'établissement d'une culture de prévention et de la mise en oeuvre efficace des mesures pratiques correspondantes incombe aux États eux-mêmes. Dans ce contexte, la communauté internationale est appelée à faire preuve à leur égard d'une coopération efficace, sous l'égide du rôle central de coordination que joue l'ONU.

Le Secrétaire général a confirmé qu'il était essentiel que les États concernés appuient et approuvent l'action de prévention menée aux niveaux international et régional.

Tous les efforts faits pour prévenir les crises et les conflits doivent se fonder sur le droit international et respecter pleinement la Charte de l'ONU, y compris les principes fondamentaux de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États. Les expériences dramatiques vécues ces dernières années lorsque l'on a tenté de régler des crises, en particulier dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Afrique, montrent sans l'ombre d'un doute combien il est néfaste de tenter de prévenir l'éclatement ou l'évolution de conflits par des moyens de coercition unilatéraux et illégaux. Les effets de ces tentatives, malgré les bonnes intentions que l'on a fait valoir pour les défendre, sont diamétralement opposés aux objectifs annoncés.

Une démarche complète en matière de diplomatie préventive fait ressortir l'urgence d'améliorer la coordination tant à l'intérieur du système de l'ONU qu'entre l'ONU et d'autres structures internationales.

La Russie appuie les recommandations du Secrétaire général qui visent à accroître le rôle et l'importance de la prévention dans les travaux de l'Assemblée générale, et à améliorer l'interaction entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité dans le domaine de la prévention des conflits, tout en insistant sur le fait que c'est au Conseil de sécurité qu'incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Dans leurs activités de prévention, les deux principaux organes de l'ONU doivent avoir recours, dans la plus large mesure possible, aux ressources de l'ensemble du système de l'ONU. En ce qui concerne l'utilisation par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale d'informations et d'analyses préparées par d'autres organes de l'ONU, par exemple sur les droits de l'homme, ces documents doivent, à notre avis, être transmis au Conseil et à l'Assemblée à leur demande et conformément à leur mandat.

Nous notons avec satisfaction que le Secrétaire général est prêt à présenter régulièrement au Conseil de sécurité des rapports sur des menaces potentielles pour la paix et pour la sécurité à l'échelle régionale ou sous-régionale. Nous estimons que ces rapports doivent, en règle générale, être établis à la demande du Conseil lui-même et doivent tenir compte des vues des États des régions concernées. Il convient de prendre en compte les enseignements tirés de tentatives futiles d'inscrire à l'ordre du jour de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) la question de la pré-

vention des crises en Asie centrale sans que les pays de cette région aient accepté cette proposition.

Dans le contexte du renforcement des bases du droit international en matière de diplomatie préventive, l'idée d'accroître le rôle de la Cour internationale de Justice mérite notre appui, y compris l'utilisation de ses compétences consultatives en vue d'une utilisation plus active du mécanisme du règlement pacifique des différends.

Nous nous félicitons des idées concrètes présentées sur l'élargissement de la coopération entre le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social dans le domaine de la prévention des conflits. Nous appuyons la proposition du Secrétaire général selon laquelle un débat de haut niveau de l'une de ses prochaines sessions de fond devrait être consacré à l'examen des causes profondes des conflits et au rôle du développement durable dans leur prévention. Nous considérons comme prometteuse la proposition visant une participation plus énergique du Conseil économique et social aux efforts de prévention des conflits.

Les dimensions économiques croissantes de la diplomatie préventive montrent bien qu'il importe de promouvoir la coopération entre l'ONU et les institutions de Bretton Woods et d'autres structures financières et économiques de premier plan.

Le secteur privé doit jouer un rôle important en appuyant l'ONU dans ses efforts de prévention des conflits. Il est important d'encourager les activités socialement responsables des entreprises transnationales et du monde des affaires internationales dans son ensemble dans les zones de crises, car ceci pourrait créer des conditions favorables supplémentaires pour les efforts de paix de la communauté internationale.

La nature multidimensionnelle de la question de la prévention des conflits et la fréquence croissante avec laquelle les crises débordent des frontières nationales, nous obligent à adopter une démarche régionale de prévention. Il est important de chercher à élargir la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les mécanismes régionaux et sous-régionaux, conformément au Chapitre VIII de la Charte. Cette coopération doit être fondée sur une répartition rationnelle des tâches et sur la complémentarité des efforts et des ressources.

Une démarche régionale serait particulièrement opportune dans des régions potentiellement explosives

telles que les Balkans, où il existe de nombreuses tensions cachées. Si nous voulons effectivement éliminer les facteurs déstabilisants de cette région, nous devons mettre en place une infrastructure large de coopération politique et économique qui permettrait de réduire le risque de crise et de désamorcer les tensions par des moyens pacifiques. Ce sont précisément ces considérations qui ont amené la Russie à prendre l'initiative de réunir un sommet des Balkans, en vue de la conclusion, par les États de la région et les pays avoisinants intéressés, d'un accord juridiquement contraignant qui définirait les obligations mutuelles pour le respect strict des principes fondamentaux des relations entre États, dont les plus importants sont l'inviolabilité des frontières, l'égalité souveraine, le respect de l'intégrité territoriale, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États et le non-recours à la force. L'intérêt témoigné à l'égard de notre initiative nous donne de l'espoir et montre la nature prometteuse d'une démarche régionale de prévention des crises et des conflits.

Un domaine important des activités internationales de prévention des conflits auquel on a accordé trop peu d'attention jusqu'ici, est d'empêcher l'escalade ou l'extension géographique des conflits. Une manière efficace de résoudre ce problème serait de couper les appuis extérieurs qui attisent les conflits dans toutes leurs manifestations. Je fais référence à la nécessité d'élaborer sous l'égide de l'ONU une stratégie d'ensemble dans ce domaine qui engloberait toute une gamme de problèmes et d'axes de travail, y compris certains qui sont déjà pris en charge par la communauté internationale tels que les diamants provenant de zones de conflits, le commerce illicite des armes, la lutte contre le trafic des drogues, l'entraînement des mercenaires et le financement des groupes armés illégaux. Nous comptons sur une large coopération dans le cadre de l'ONU, pour la mise en oeuvre de cette initiative russe.

Nous espérons que le débat sur les recommandations du Secrétaire général au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale, et la mise en oeuvre qui s'en suivra, appuyée par les États Membres de l'ONU, contribueront à renforcer l'efficacité des efforts de la communauté internationale visant à écarter les menaces de conflits armés. La Russie est tout à fait consciente de sa responsabilité dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde et continuera à jouer un rôle actif pour atteindre cet objectif, en travaillant avec tous les États intéressés.

M. Bhattarai (Népal) (*parle en anglais*) : J'aimerais vous exprimer ma gratitude, Monsieur le Président, pour avoir organisé le présent débat sur la prévention des conflits armés, un sujet tellement urgent et important pour nous tous. Ma délégation est convaincue que l'Assemblée générale est l'organe le plus approprié de l'Organisation des Nations Unies pour délibérer d'un thème aussi large et complexe sous tous ses aspects. Je voudrais aussi exprimer officiellement notre reconnaissance sincère au Secrétaire général pour son rapport complet, optimiste et sérieux.

À travers l'histoire, les conflits armés sont demeurés une source tristement célèbre des pires catastrophes créées par l'homme. Leurs coûts ont toujours été énormes, non seulement en raison de l'arrêt du développement, de l'interruption des soins de santé et d'autres systèmes sociaux, du nombre alarmant de morts et de blessés, de la perte de biens et du sentiment d'insécurité, mais aussi en raison de ce qui est nécessaire pour rétablir la paix et la normalité dans des sociétés déchirées par les conflits. Paradoxalement, toutefois, le monde a investi très peu d'énergie et de ressources dans la prévention de ces conflits armés en poursuivant les objectifs plus larges de la paix et de la sécurité internationales. Cette tendance doit être inversée d'urgence. L'adage vieux comme le monde, qui nous a été transmis de génération en génération, selon lequel il vaut mieux prévenir que guérir, doit ranimer notre espoir. L'affirmation empirique du Secrétaire général selon laquelle la prévention des conflits armés peut être comparativement moins chère, doit provoquer un nouveau départ.

Nous croyons, comme le Secrétaire général le recommande à juste titre, que la prévention des conflits doit être la pierre angulaire de la sécurité collective sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies au XXI^e siècle, en se basant sur la pleine compréhension des concepts de la paix, de la sécurité et du développement durables et sur les corrélations complexes qui existent entre ces concepts et leurs éléments constitutifs. Le Secrétaire général a fait de nombreuses recommandations d'une grande portée dans son rapport. Ma délégation a eu l'occasion de participer au débat public du Conseil de sécurité sur ce même thème le mois dernier. Aujourd'hui, j'aimerais répéter certaines de nos réflexions et formuler de nouvelles observations dont l'examen, nous l'espérons, sera essentiel pour déterminer le chemin collectif que nous emprunterons.

Premièrement, la Charte des Nations Unies vise à maintenir la paix et la sécurité internationales et à promouvoir le développement socioéconomique, la primauté du droit, ainsi que les droits de l'homme et la justice. Le maintien de la paix et de la sécurité internationales est au cœur de la responsabilité première et de l'obligation de l'ONU. Par conséquent, s'il est vrai que l'Organisation doit veiller à ce que toutes les mesures appropriées soient prises pour prévenir tout conflit armé potentiel partout dans le monde, elle doit néanmoins le faire en respectant pleinement les principes de l'indépendance politique, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les États.

Deuxièmement, la nature extrêmement complexe et l'ampleur des travaux exigés pour prévenir des conflits armés potentiels exigent une analyse détaillée et une démarche globale. Des efforts isolés et ponctuels conçus dans un environnement dépourvu de confiance mutuelle ne nous apporteront pas ce que nous recherchons. De même, tout effort qui ne parvient pas à impliquer tous les acteurs, à tous les niveaux et dans tous les secteurs, sera incomplet, si pas contre-productif. Bien qu'il soit chargé de la responsabilité immédiate de prévenir les conflits armés, le Conseil de sécurité ne pourra donc pas faire cela tout seul, surtout lorsqu'il s'agit de prendre des mesures préventives à long terme.

Aucun effort ne doit être fait pour compromettre ou limiter la participation et la contribution potentielle d'un organe au processus. Le système des Nations Unies tout entier, surtout ses organes principaux, et ses partenaires internationaux doivent agir ensemble. En tant qu'acteurs principaux, le Conseil de sécurité et le Secrétaire général doivent veiller à ce que tous les organes principaux de l'ONU soient totalement parties prenantes, et de manière visible. Pour que ces mesures réussissent, les efforts de prévention à long terme exigent aussi la coopération entière de nombreux autres partenaires à l'extérieur du système des Nations Unies, notamment les institutions de Bretton Woods.

Les efforts du Secrétaire général visant à examiner le rôle potentiel de chaque organe principal ainsi que des autres organisations et partenaires afin d'élaborer des politiques et des stratégies coordonnées, sont nobles et méritent notre gratitude. Cela nous ramène aux principes fondamentaux en vertu desquels l'Organisation devrait travailler comme un ensemble unifié sur des questions complexes comme la prévention des conflits armés. Outre la coordination interdépartementale et la cohésion interinstitutions,

l'interaction avec les divers organisations régionales pertinentes, la société civile y compris les organisations non gouvernementales et le secteur privé serait utile pour ajouter des synergies et de la complémentarité aux travaux du système des Nations Unies. Tous les programmes traitant de questions allant des médias aux femmes et aux enfants, et de l'abus des drogues, des maladies et de la criminalité, aux droits de l'homme, à la sécurité alimentaire et au désarmement, doivent être mis en oeuvre harmonieusement. De toute évidence, la participation du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires est nécessaire et un mécanisme devrait être mis en place pour institutionnaliser cette participation.

Troisièmement, l'Organisation des Nations Unies doit veiller à mieux renforcer les capacités des gouvernements nationaux de prévenir les conflits en actualisant et assurant une meilleure coordination des capacités existantes, en les réorientant et en créant de nouvelles si nécessaire. Par exemple, le rôle des Casques bleus, s'agissant de prévenir la résurgence de conflits, pourrait englober, en plus de leur responsabilité principale qui consiste à veiller au retour à la normale et au maintien de la paix, la gestion de la paix jusqu'à un certain niveau de durabilité où les gouvernements nationaux peuvent prendre la relève. Des programmes, assortis d'ensembles de mesures de sécurité et de développement, devront peut-être être mis en oeuvre pour que les conflits soient désamorçés et que les combattants désarmés puissent être harmonieusement réinsérés dans les processus sociaux.

Le système des Nations Unies génère des quantités volumineuses d'informations extrêmement utiles. Une analyse appropriée de la masse d'informations pertinentes déjà à la disposition de l'Organisation s'avèrerait utile. Le nombre et la portée des missions d'établissement des faits composées d'experts devront peut-être être accrus et il serait utile de faire preuve de souplesse dans l'envoi de telles missions.

Étant donné les liens fermement établis entre la pauvreté et le conflit, il ne peut y avoir de meilleur moyen, à long terme, pour aider les gouvernements nationaux à renforcer leurs capacités en matière de prévention des conflits que de leur permettre d'éliminer la pauvreté et de promouvoir un développement socioéconomique équitable. L'investissement dans l'élimination de la pauvreté et dans d'autres programmes de développement socioéconomiques doit être reconnu comme un investissement à long terme pour la

prévention des conflits et des ressources supplémentaires doivent être dégagées à cette fin.

En outre, le rôle des armes légères dans le déclenchement et l'escalade des conflits est bien établi et les dommages socioéconomiques insurmontables causés aux civils, dont la majorité sont des femmes et des enfants, sont pleinement reconnus. Des efforts visant à convenir d'un ensemble de mesures et de mécanismes de contrôle pour tracer les flux d'armes légères par le biais du commerce illicite sont actuellement en cours.

Les négociations dans un climat de confiance et de respect mutuels sont nécessaires pour prévenir les tueries et pertes humaines absurdes et impitoyables qui créent une surcharge de travail dans les installations médicales, dissuadent les investisseurs potentiels, transforment des enfants innocents en criminels, déstabilisent la loi et entravent le développement. Les conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects auront une forte incidence sur le succès des efforts internationaux visant à prévenir les conflits potentiels.

Le recours accru aux déploiements préventifs dans des régions où l'émergence de conflits potentiellement dangereux est probable devrait demeurer un outil important de l'ONU dans la lutte contre ce fléau. Nous sommes d'avis qu'un recours accru aux bons offices du Secrétaire général pour prévenir à sa naissance tout conflit potentiel continue d'être utile et efficace. Renforcer et augmenter la participation des institutions régionales faciliterait la mise au point des stratégies par l'ONU en la dotant d'une connaissance approfondie et d'une analyse de la situation spécifique. Une coopération étroite avec les pays fournisseurs de contingents tout au long du processus serait extrêmement utile.

En outre, le Népal convient du fait que, le plus tôt les mesures préventives sont prises, meilleures sont leurs chances de succès. Nous appuyons pleinement le concept de la culture de prévention que le Secrétaire général envisage et que les membres s'efforcent de réaliser.

Le concept de prévention des conflits armés, comme beaucoup d'autres concepts, ne peut en aucun cas être généralisé et prendre la forme d'un modèle unique. Au contraire, nous estimons que les mesures préventives doivent être adaptées aux circonstances. Toutefois, des modalités sont peut-être souhaitables pour déterminer les risques de conflit et contribuer au

choix de mesures à prendre. Un type d'indice composé de la paix et du développement, conçu par l'ONU, pourrait être utile.

Des mesures préventives seraient alors mieux utilisées à quatre niveaux différents. Ces niveaux sont la prévention en temps de paix, à savoir l'investissement dans les domaines du développement, de l'élimination de la pauvreté et de l'enseignement de la tolérance; les efforts déployés quand le conflit couve, notamment les mesures d'établissement des faits et le désarmement préventif; les efforts déployés quand le conflit est sur le point d'éclater, comme les bons offices du Secrétaire général et les déploiements préventifs; les efforts déployés pendant et après un conflit – tels que le maintien de la paix, la formation spéciale donnée aux Casques bleus pour leur permettre de prévenir l'intensification, la propagation et la résurgence des conflits et des mesures de consolidation de la paix après un conflit.

Quoi qu'il en soit, le succès de toute mesure de prévention des conflits dépendra entièrement d'une volonté politique soutenue et de l'engagement à long terme des ressources nécessaires par toutes les parties prenantes. C'est ainsi que nous mettrons à l'épreuve notre détermination de véritablement créer un monde de paix par la prévention. Nous savons que nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer dans cette épreuve décisive. Ma délégation espère sincèrement qu'en vertu de notre foi dans notre force collective, de la détermination de toutes les parties prenantes de faire de notre planète un lieu plus sûr et du rôle joué par l'Assemblée générale dans la coordination des directives au niveau global, nous pourrions réussir cette épreuve.

M. Alcalay (Venezuela) (*parle en espagnol*) : Permettez-moi de commencer par vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué une séance de cet organe principal pour discuter d'un rapport extrêmement important dans le contexte des relations internationales. Nous avons entendu des points de vue vraiment intéressants au cours de ces deux journées de débat sur la prévention des conflits armés.

Je voudrais également féliciter le Secrétaire général de l'ONU pour la présentation de ce rapport qui contient une analyse riche et détaillée du problème des conflits armés et des questions connexes ainsi qu'une série de recommandations qui contribueront assurément à établir des critères nouveaux et pratiques qui

permettront de guider les travaux du système des Nations Unies dans le domaine de la prévention des conflits.

Dans le contexte des changements de grande envergure qu'a connu le système international au cours des dernières années, la prévention des conflits acquiert une importance croissante et prend chaque jour de plus en plus d'ampleur. Les faits nombreux intervenus dans diverses régions du monde nous montrent aujourd'hui que c'est la meilleure stratégie pour atteindre les objectifs du maintien et de la consolidation de la paix et de la sécurité tant au niveau international qu'à l'intérieur même des États.

C'est pour cette raison que la délégation du Venezuela salue avec enthousiasme la tenue du présent débat qui, pour la première fois, se tient d'une façon systématique, au sein d'un organe pluraliste et démocratique comme l'Assemblée générale où l'on peut entendre les États Membres qui veulent se prononcer sur une question qui nous concerne tous.

L'émergence de nombreux conflits armés, nouveaux ou latents, et la résurgence de ceux que l'on croyait réglés sont, dans une large mesure, favorisées, entre autres facteurs, par les disparités croissantes entre les nations et par une pauvreté extrême qui s'étend de façon incontrôlée dans quasiment toutes les régions du monde. Cela met en difficulté et place dans une position vulnérable un grand nombre de personnes dont les conditions de vie, dans la majorité des cas, ne sont aucunement compatibles avec les progrès scientifiques et technologiques réalisés et les développements que le monde moderne connaît dans de nombreux secteurs.

Ces conflits nuisibles éclatent et sont de véritables menaces contre la paix surtout au moment où il faut plus que jamais que la communauté internationale mène une action coordonnée et efficace et affecte toutes les ressources nécessaires pour faire face aux problèmes sociaux et économiques aussi graves que la pauvreté extrême et la détérioration généralisée de la santé due principalement au virus du VIH/sida dont l'ampleur atteint maintenant des proportions apocalyptiques – comme nous l'avons constaté lors du récent sommet – ainsi que d'autres problèmes qui requièrent une attention immédiate et prioritaire.

C'est pour cette raison que ma délégation juge nécessaire d'élaborer des stratégies consensuelles visant à assurer la paix dans l'esprit de justice et d'équité auquel tous les peuples du monde aspirent. En cette

période de changements et de transformations profondes, il faut concevoir la paix, en tant que concept indivisible, au sens large du terme afin que les États, grands et petits, puissent s'acquitter de l'engagement qu'ils ont pris de favoriser la création de conditions économiques et sociales permettant d'éliminer les causes principales de ces conflits et de créer ainsi un contexte commun de solidarité.

Dans son rapport, le Secrétaire général signale que cette stratégie ne relève pas d'une seule instance ou de quelques individus seulement. Mon pays partage cet avis. C'est un engagement que nous devons tous prendre; c'est une tâche qui ne relève pas seulement des différentes instances des Nations Unies, y compris les diverses institutions spécialisées, les fonds, les programmes et les institutions comme celles de Bretton Woods, mais aussi de nombreux acteurs extérieurs à l'ONU, comme par exemple les organisations non gouvernementales et le secteur privé.

Dans ces conditions, le Venezuela est d'accord avec le Secrétaire général quant à la promotion d'une culture de paix et de prévention que nous estimons nécessaire pour mener des actions proactives afin de minimiser dans la plus grande mesure du possible les mesures de réaction face aux problèmes auxquels nous sommes confrontés. La culture de prévention doit être fondée et élaborée sur la base de l'application entière et efficace des normes du droit international. Il faut également mettre en place des conditions appropriées pour le développement économique et social des peuples, afin que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale soient des objectifs essentiels en cette période marquée par la mondialisation et l'interdépendance qui ne sont certes pas des facteurs ou des circonstances uniquement économiques. La mise en place de ces conditions doit devenir l'un des principes directeurs de cette nouvelle culture.

Conformément à ces paramètres, le Venezuela souhaite exprimer son appui aux processus de transformation qui cherchent à assurer la dignité de l'être humain en lui offrant des possibilités de s'intégrer à un développement social, économique et politique qui réponde à ses besoins les plus élémentaires et qui, en même temps, puisse garantir le respect de ses droits fondamentaux. Nous estimons que toute stratégie visant à atteindre des objectifs mondiaux doit envisager la contribution de ressources financières dans des conditions qui ne compromettent pas les capacités de développement des pays aidés qui font déjà des efforts

dans ce sens. C'est là un élément clef pour éviter l'explosion des tensions sociales dans les pays accablés par la pauvreté et d'autres graves problèmes socioéconomiques.

Sur la base de ces éléments conformes aux objectifs et aux principes de la Charte des Nations Unies, et guidé par les principes inscrits dans notre constitution nationale, notre pays a participé et continuera de participer activement aux efforts collectifs entrepris pour encourager, aux niveaux mondial et régional, le dialogue et la compréhension quant aux problèmes les plus pressants.

Enfin, nous nous félicitons à nouveau qu'ait eu lieu un débat aussi important sur les idées avancées par le Secrétaire général dans le rapport que nous examinons aujourd'hui et que l'on ait commencé à analyser une question vitale pour l'avenir et le développement des peuples du monde entier. Il faudra continuer à approfondir ce débat afin d'atteindre les objectifs arrêtés. Mon pays, par le biais de cette approche préliminaire qui, nous l'espérons sera approfondie, réaffirme son attachement à l'élaboration d'une stratégie mondiale cohérente pour prévenir les conflits armés et favoriser la recherche d'un système de paix, de justice et de développement.

M. Sharma (Inde) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, ma délégation a toujours plaisir à vous voir présider les plénières de l'Assemblée. Nous vous sommes reconnaissants d'avoir convoqué la présente réunion sur cet important sujet.

Il y a quelques années seulement, l'Assemblée générale, à la suite de la publication du rapport du Secrétaire général intitulé « Agenda pour la paix » et « Supplément à l'Agenda pour la paix », avait pris un certain nombre de décisions relatives au maintien de la paix internationale, y compris la prévention des conflits. Le nouveau rapport du Secrétaire général sur la prévention des conflits armés couvre un certain nombre d'activités dont certaines débordent du sujet. Il faut examiner les idées neuves et les nouveaux types de réflexion dans le contexte des éléments dont nous disposons pour déterminer si le mandat législatif existant a été insuffisant et si les conflits armés ont été plus nombreux. Heureusement, la réalité semble laisser entrevoir un certain espoir. Une étude faite récemment par le Center for International Development and Conflict Management de l'Université du Maryland et portant sur l'examen de la situation dans 160 pays, a

conclu que les conflits armés avaient diminué en nombre et en intensité d'environ 50 % au cours des années 1990, que le nombre des gouvernements démocratiques avait considérablement augmenté, ainsi que le nombre d'accords de partage du pouvoir visant à mettre un terme aux conflits ethniques. Lorsque nous examinons ce sujet, nous ne devons pas oublier qu'il ne faut pas tenter de réparer ce qui marche mais qu'il faut s'efforcer de remédier à une situation lorsque cela peut apporter quelque chose de positif.

Comme vous avez l'intention de faire en sorte que le rapport soit examiné par les divers organes et institutions des Nations Unies pour ce qui est des questions relevant de leur compétence, nous ne ferons ici que des observations générales. Certaines des recommandations du rapport méritent d'être examinées de très près à titre individuel; d'autres auraient eu avantage à être envisagées de façon plus analytique en s'appuyant sur des faits concrets et des études empiriques. Dans de nombreux cas, ce qui a été recommandé a déjà fait l'objet d'accords et est actuellement mis en oeuvre. En voici quelques exemples : dans la recommandation 12, le Secrétaire général encourage les États Membres et le Conseil de sécurité à recourir plus activement au déploiement préventif avant que n'éclate un conflit, selon qu'il conviendra. Cette question a été traitée en détail dans « Agenda pour la paix » et dans la résolution 47/120 B de l'Assemblée générale en date du 20 septembre 1993 dans laquelle l'Assemblée a énoncé les principes directeurs relatifs au déploiement préventif – c'est-à-dire une approche au cas par cas et le consentement ou, en principe, la demande d'un État Membre ou des États Membres concernés, en tenant compte de la position des autres États intéressés. Le rapport a cité trois cas où l'on a procédé à un déploiement de ce type, mais il aurait été plus complet s'il avait examiné les cas où une demande avait été faite et la réaction qui avait suivi.

Dans la recommandation 13, le Conseil de sécurité est invité à appuyer les éléments de consolidation de la paix dans les opérations de maintien de la paix, selon qu'il conviendra, et à renforcer les capacités du Secrétariat à cet égard, notamment grâce aux mesures proposées dans le rapport présenté au Comité spécial des opérations de maintien de la paix. Les activités de consolidation de la paix relèvent des compétences de l'Assemblée générale, qui en a déjà énoncé les principes directeurs dans sa résolution 47/120 B de 1993. Le Conseil a également abordé cette question et a fait, le

20 février de cette année, une Déclaration présidentielle de 24 paragraphes. S'il existe des cas concrets où le Conseil ou l'ensemble des membres aurait pu ou dû en faire davantage, il faut en donner des exemples précis. Autrement, cette recommandation paraît superflue. En outre, on ne voit pas très bien comment le Conseil de sécurité peut renforcer la capacité du Secrétariat à cet égard étant donné que cette question est actuellement examinée par le Comité spécial des opérations de maintien de la paix qui fait rapport à l'Assemblée générale.

Dans la recommandation 15, le Conseil de sécurité est invité à inclure, selon que de besoin, dans les mandats des opérations de maintien et de consolidation de la paix des Nations Unies un volet consacré au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion. Le Conseil a déjà approuvé cela par l'entremise d'une déclaration présidentielle (S/PRST/2000/10) portant précisément sur cette question.

Dans la recommandation 20, il est demandé au Conseil d'inviter le Bureau du Coordonnateur des secours d'urgence à informer régulièrement ses membres des situations présentant un risque substantiel de crise humanitaire. Le Conseil est également prié de demander aux organismes des Nations Unies d'entreprendre des activités préventives de protection et d'assistance, et de les soutenir lui-même, dans les situations présentant un risque de crise humanitaire. Le Coordonnateur des secours d'urgence fait face à divers types de catastrophes. Certaines, telles que les catastrophes naturelles – séismes, famines et ouragans –, n'ont pas d'effet sur la paix et la sécurité. Il ne serait pas très utile, pour le Conseil, d'organiser une réunion d'information sur ces catastrophes. Les organismes de secours sont débordés et leur attention ne doit pas être sollicitée inutilement.

La deuxième catégorie de catastrophes est celle causée par les conflits. Toute action du Conseil devrait viser uniquement à éviter une escalade et n'est donc pas préventive. En outre, le fait que le personnel humanitaire s'occupe d'activités de prévention des conflits, politiques par définition, risque de lui donner une image partisane. Cela pourrait l'exposer à des risques inutiles et affecter son mandat, et à cet égard, nous voudrions insister sur une extrême prudence.

Dans la recommandation 24, le Conseil est encouragé, conformément à sa résolution 1325 (2000), à prêter une attention accrue aux problèmes propres à chaque sexe dans ses efforts visant à prévenir les

conflits et à consolider la paix. Dans cette résolution sur les femmes, la paix et la sécurité, le Conseil exprime son intention d'agir dans ce sens et demande notamment au Secrétaire général de nommer plus de femmes en tant que représentantes et envoyées spéciales, et de prendre d'autres mesures sur les questions liées à la parité hommes-femmes. Le rapport ne donne pas de précisions sur des actions concrètes prises par le Secrétariat, se limitant à noter qu'un groupe d'étude a été créé et que celui-ci est en train d'élaborer un plan d'action pour la mise en oeuvre de cette résolution. C'est là l'état de la résolution du Conseil, huit mois après son adoption.

Nous estimons que la véritable exigence est d'élaborer des mesures qui, appliquées correctement, contribueront à long terme à réduire les risques de conflits armés. Nous voudrions suggérer un certain nombre de mesures à long terme.

La première consiste à renforcer et à généraliser la gouvernance démocratique. Les différences au sein des sociétés sur des aspects politiques ou autres sont normales et constituent même un signe positif de pluralisme. La meilleure façon de gérer ces différences et de protéger les droits de l'homme est d'assurer une gouvernance démocratique, qui comprend des élections libres et justes, la liberté d'expression, la primauté du droit et la garantie des libertés fondamentales. Des efforts soutenus de la communauté internationale et de l'Organisation des Nations Unies en vue de promouvoir la norme démocratique doivent être hautement prioritaires. Cette mesure encouragerait l'instauration de relations de coopération et saines au sein des États. Tout effort tendant à saper la démocratie – la sienne ou celle des autres – est inacceptable.

La mesure suivante consiste à endiguer l'appauvrissement économique. La pauvreté endémique et l'absence de développement économique sont reconnus comme étant des causes importantes d'aggravation des conflits. Faute de solution, les difficultés économiques, l'absence d'emplois rémunérés, les tensions de la survie quotidienne, le désespoir et le déracinement nuisent aux liens traditionnels et culturels entre les individus et créent un terrain fertile à des conflits. L'ampleur des difficultés économiques subies par les peuples du monde, comme l'indique le rapport du millénaire du Secrétaire général, « Nous, les peuples » (A/54/2000), est tout à fait stupéfiante. Près de la moitié de la population du monde – près de 3 milliards de personnes – gagnent moins de deux dollars par jour et plus de

1,2 milliard de personnes gagnent moins d'un dollar par jour. Cela n'est pas un cadre idéal pour la stabilité ou l'harmonie politiques et sociales. Il existe diverses causes aux conflits, mais une guerre internationale décisive et à grande échelle contre la pauvreté et l'appauvrissement économique sera une guerre menée contre les conflits. On ne met généralement pas suffisamment l'accent sur cet impératif et ce rapport ne fait pas exception.

Une autre mesure consiste à respecter les principes régissant les relations entre États. La non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États est un important principe de ces relations ainsi que de la Charte des Nations Unies, et il doit être scrupuleusement respecté. La mise en place de capacités nationales vise à réconcilier les diverses catégories sociales pour réaliser une politique d'harmonie et de participation; toutes les actions externes doivent promouvoir ce fait et ne pas aggraver la situation.

La mesure suivante vise à traiter sérieusement du désarmement. Il faut prendre conscience du fait élémentaire que les conflits armés requièrent des armes et prendre les mesures logiques qui s'imposent. Il est tout à fait opportun de souligner cette évidence puisque la tenue de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects se tient en ce moment. L'accès par des entités non étatiques à des armes aggrave les conflits. Un défi majeur en matière de prévention de conflits consiste à trouver une solution au fait que les terroristes et de rebelles qui opèrent en dehors de la loi disposent d'armes et autre matériel de guerre. Il est fondamental que les États arrêtent la fourniture des armes à ces groupes et prennent des mesures résolues pour empêcher le trafic de ces armes. La Conférence nous donne l'occasion historique de le faire et il ne faut pas manquer cette occasion.

Il doit y avoir un engagement en faveur de négociations pacifiques. Entre des États, les différends être réglés par cette voie et en toute bonne foi. Cela exige de la patience, de la persévérance et une détermination de maintenir le cap dans cet esprit. La coercition et la violence ne doivent pas être tolérées comme tactique de conduite internationale.

Au cours des années, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont adopté suffisamment de résolutions sur les diverses questions couvertes dans ce rapport. Celles-ci relèvent de leurs domaines respectifs et

des prérogatives des Nations Unies. Il faudrait suivre ces orientations de façon prudente et avisée.

M. Al-Kidwa (Palestine) (*parle en arabe*) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président. Je voudrais également remercier le Secrétaire général et saluer les efforts inlassables qu'il déploie pour renforcer le rôle de l'ONU dans la prévention des conflits armés et le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Nous estimons que la prévention des conflits armés exige, entre autres, la promotion d'un climat international fondé sur le respect des principes de la Charte des Nations Unies, du droit international et des résolutions de l'ONU, la fin de la « culture de l'impunité », la promotion de la paix sur la base des principes de liberté, de justice et du droit des peuples à l'autodétermination, notamment de ceux qui continuent d'être soumis à l'occupation étrangère. Nous saluons, à cet égard, les efforts visant à promouvoir le rôle de l'ONU et de ses organes, notamment l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social et la Cour internationale de Justice, ainsi que celui du Secrétaire général de l'ONU.

Dans l'examen de la question de la prévention des conflits armés, l'on était tout à fait en droit de s'attendre à ce que l'on s'intéresse à la question de Palestine et à la situation au Moyen-Orient, surtout à la lumière de la situation qui règne actuellement dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem, et dans la région en général. Il est donc étonnant que le rapport du Secrétaire général ne comporte aucune allusion sérieuse à cette situation. Le paragraphe 77 du rapport fait référence aux « territoires occupés », sans plus de détails ni examen sérieux de la question, comme si cette parcelle de terrain se trouvait sur la lune et non au Moyen-Orient et ne faisait pas partie de la Palestine. Plus d'une délégation a soulevé cette question lorsque le rapport a été examiné par le Conseil de sécurité. Après quoi, le Secrétariat a essayé de régler la question en publiant un rectificatif. Malheureusement, ce rectificatif n'a fait qu'aggraver les choses, comme si certains départements du Secrétariat s'arrogeaient le droit de définir des positions politiques contraires aux résolutions adoptées par les États Membres.

Depuis quelque temps, nous avons remarqué que les rapports du Secrétaire général et les documents du Secrétariat portant sur des questions liées aux conflits

armés, y compris les précédents rapports sur la protection des civils en période de conflit armé, évitent, pour des raisons qui restent inexplicables, d'aborder la question de l'occupation étrangère dans le cadre de l'examen des conflits armés. On y évite également toute référence spécifique à l'occupation israélienne des territoires palestiniens, y compris Jérusalem, comme des autres territoires arabes occupés depuis 1967. Cette tendance enregistrée au niveau de la rédaction des rapports, qu'elle soit délibérée ou non, illustre un grave mépris pour le droit international, le droit international humanitaire, la responsabilité permanente du système des Nations Unies envers la question de Palestine et les positions et décisions des États Membres. Il est inadmissible d'ignorer la question de l'occupation étrangère et le danger qu'elle représente pour la paix et la sécurité internationales, et d'ignorer la question de la Palestine et la situation au Moyen-Orient dans tout rapport publié à ce propos par le Secrétariat de l'ONU.

L'intervention du représentant d'Israël tout à l'heure contenait beaucoup de déformations et d'observations mensongères. Nous n'allons pas revenir sur cette question maintenant puisque le débat d'aujourd'hui ne porte pas, à proprement parler, sur la question de Palestine ni la situation au Moyen-Orient. Je voudrais simplement dire qu'Israël est le seul État Membre de l'ONU officiellement considéré par les organes de l'ONU, dont le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, comme une puissance occupante. Israël est le seul État Membre pratiquant au XXI^e siècle l'occupation par colonies de peuplement. C'est le seul État Membre qui viole continuellement la Convention de Genève de 1949, ainsi que de nombreux principes du droit international et du droit international humanitaire. C'est le seul État Membre qui a rejeté et violé intégralement 25 résolutions du Conseil de sécurité sur les territoires palestiniens occupés et des dizaines de résolutions de l'Assemblée générale et d'autres organes de l'ONU. C'est là précisément le type de comportement qui provoque les conflits armés et les alimente. Ce que l'ONU doit faire, c'est mettre fin à ces pratiques et à ce type de comportement et éliminer ce que j'ai décrit tout à l'heure comme étant la culture de l'impunité.

Je voudrais maintenant aborder la question de l'incapacité du Conseil de sécurité de jouer un rôle quelconque au cours des 10 derniers mois face aux événements qui se déroulent dans les territoires pales-

teniens occupés, dont Jérusalem, face aux attaques commises contre le peuple palestinien et au risque d'une dégradation plus grave encore de la situation. Cet état de choses nuit à la crédibilité du Conseil de sécurité et jette des doutes sur sa capacité de s'acquitter, de manière objective, de ses responsabilités sans pratiquer la politique de deux poids, deux mesures. Le Conseil de sécurité a été empêché d'exercer son mandat conformément à la Charte vis-à-vis de la question des territoires occupés, y compris Jérusalem, ce qui nuit à la crédibilité du Conseil de sécurité pour ce qui est de la prévention des conflits armés et du règlement de ce type de conflits.

Nous aspirons à rectifier cet anomalie. Mais si cela ne se produisait pas, nous compterions sur l'Assemblée générale pour jouer un rôle de substitut en vue d'empêcher que la situation ne se dégrade et n'aboutisse – Dieu nous en préserve – à un conflit régional. Je ne parle pas en termes abstraits. Au contraire, je dis que la situation telle que nous la voyons maintenant pourrait bien finir en guerre régionale et que le Conseil ne fait rien pour changer cela. Si le Conseil n'intervient pas, nous aurons recours à l'Assemblée générale pour empêcher cela et en vue de remettre la situation sur la voie de la paix dans cette région du Moyen-Orient.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à la décision prise le 12 juillet 2001 par l'Assemblée générale à sa 106e séance plénière, je donne maintenant la parole à l'Observateur de la Suisse.

M. Helg (Suisse) : Tout d'abord, je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat et de me donner la parole. L'excellent rapport du Secrétaire général concernant la prévention des conflits armés nous encourage à passer d'une culture de la réaction à une culture de la prévention, et à traduire nos promesses en actions concrètes. Pour être efficace, l'oeuvre de prévention des conflits armés doit résulter d'un effort commun. J'aimerais souligner ici l'importance d'une collaboration étroite entre les Nations Unies et les organisations régionales ou sous-régionales comme l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ou le Conseil de l'Europe, de même qu'avec la société civile, dont les entreprises du secteur privé, dans le cadre du Pacte mondial, initiative lancée par le Secrétaire général lors du Forum économique mondial de Davos en janvier 1999.

De ce concept intégré et global de la prévention des conflits découle aujourd'hui l'obligation faite à chacun de tenter de réduire les tensions, les inégalités, les atteintes à la dignité humaine, le racisme et les discriminations, les injustices et les diverses formes d'intolérance qui toutes menacent la paix et la sécurité. Mais même si cette approche conceptuelle est commune, la responsabilité revient en premier lieu aux États eux-mêmes. La Suisse, dont l'un des objectifs de politique étrangère est précisément d'oeuvrer à la prévention des crises et des conflits armés, continuera d'assumer sa responsabilité. Voici quelques-uns des moyens qu'elle met en oeuvre à cette fin.

Tout d'abord, la Suisse a été l'un des tout premiers États soutenant et alimentant le Fonds d'affectation spéciale pour l'action préventive, cet instrument permettant au Secrétaire général d'agir dans l'urgence avec la liberté requise par les circonstances.

Par ailleurs, elle prend systématiquement en compte la question de la prévention des crises et conflits armés dans l'ensemble de ses programmes d'aide humanitaire et de coopération au développement, que ce soit au niveau de la planification, de la réalisation ou du suivi. Dans cette perspective, elle a décidé récemment d'augmenter le montant global des fonds à disposition.

En matière de sécurité humaine, la Suisse est aujourd'hui très engagée dans la lutte contre la prolifération des armes légères et contre les mines antipersonnel, deux domaines où elle agit au plan conceptuel et sur le terrain. Notre Gouvernement mène aussi une politique active en faveur du respect et de la promotion des droits de l'homme et cherche, par ce biais également, à contribuer à la prévention des conflits armés et des crises. Il recourt à des instruments multiples et complémentaires, tels que mesures diplomatiques, dialogue critique, programmes dans les domaines économiques ou de la coopération, formation juridique et politique, ou encore, observation d'élections ou de situations sur le terrain.

La Suisse contribue aussi à la promotion de l'État de droit et de la démocratie. Notamment sur le terrain constitutionnel dans des pays particulièrement instables, en collaborant à la mise en place de mécanismes de prévention et de résolution des conflits intégrant les structures traditionnelles de pouvoir et les exigences d'un État moderne.

Elle a d'autre part créé un pool d'experts – des observateurs d'élections et des droits de l'homme, des policiers, des administrateurs, des douaniers, etc. – dont l'un des mandats est de compléter les opérations internationales de maintien de la paix.

Enfin, le Gouvernement suisse s'engage en faveur de la diffusion du droit international humanitaire et de sa mise en oeuvre, en se concentrant notamment sur les travaux relatifs à la Cour pénale internationale qui revêt un caractère préventif marqué. En promouvant le droit international humanitaire, la Suisse s'adresse aux acteurs à la fois étatiques et non étatiques, cherchant à prévenir les violations graves des droits de l'homme et à réduire ainsi le degré de violence des conflits armés. Un tel effort a également pour but de contenir les déplacements forcés de populations à l'intérieur des États ainsi que les mouvements migratoires que provoquent de plus en plus couramment les conflits armés.

Je terminerai en relevant que tant cet important rapport du Secrétaire général que ce débat à l'Assemblée générale nous donnent l'occasion de renforcer la volonté politique partagée de prévenir les conflits armés. Nous nous en réjouissons et invitons la communauté des États à traduire cette volonté politique en faits et en actes.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur dans ce débat.

Deux représentants ont demandé à prendre la parole dans l'exercice du droit de réponse.

Je rappelle aux membres que les interventions faites dans l'exercice du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde intervention, et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Diab (Liban) (*parle en arabe*) : J'ai demandé la parole afin de répondre aux accusations portées par le représentant d'Israël. Le représentant d'Israël oublie, ou néglige sciemment, de mentionner les conditions que des gouvernements israéliens successifs ont imposées pendant plus de 22 ans pour la mise en oeuvre de la résolution 425 (1978), soit depuis qu'Israël a commencé à occuper le territoire libanais en 1978. Il oublie que la seule chose qui a forcé Israël à se retirer du Liban, c'est la volonté du peuple libanais, qui s'est exprimée par l'entremise de l'héroïque mouvement libanais de résistance.

Le Secrétaire général a souligné au paragraphe 7 de son rapport sur la prévention des conflits armés, publié sous la cote S/2001/574, que « pour que la prévention rapide soit efficace, il faut connaître les causes profondes du conflit dans toutes leurs dimensions et s'y attaquer ». Personne ne peut nier que les causes profondes du conflit israélo-arabe remontent à l'occupation par Israël de territoires arabes, et qu'une solution radicale a été préconisée par le Conseil de sécurité lorsqu'il a demandé à Israël, dans ses résolutions 242 (1967) et 338 (1973), de se retirer de ces territoires arabes occupés et de les rendre à leurs propriétaires légitimes.

Dans le dernier rapport qu'il a présenté au Conseil de sécurité sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), le Secrétaire général a indiqué :

« Dans mon dernier rapport, j'ai noté que la FINUL avait pour l'essentiel mené à bien deux des trois parties de son mandat, et qu'elle s'attachait à présent à exécuter la dernière tâche de son mandat, à savoir le rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. En attendant une paix globale, la FINUL cherche à maintenir le cessez-le-feu ». (S/2001/423, par. 6)

L'occupation israélienne menace la paix et la sécurité dans la région. Cette occupation empêche la réalisation d'une paix globale dans la région. Lorsque les peuples et les gouvernements arabes exigent qu'Israël se retire des territoires arabes occupés, ils exercent un droit légitime fondé sur le droit international et les résolutions de l'ONU.

La solution radicale que mentionne le Secrétaire général dans son rapport consisterait à ce qu'Israël mette en oeuvre les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. Cette mise en oeuvre permettrait d'instaurer la paix et la sécurité dans la région.

Je tiens à rappeler au représentant d'Israël les violations quotidiennes commises par son pays contre le territoire libanais, que le Secrétaire général mentionne également au paragraphe 3 de son rapport (S/2001/423) au Conseil de sécurité : « des avions israéliens, pénétrant profondément dans l'espace aérien libanais, ont violé presque quotidiennement la Ligne [bleue] ».

En outre, le Secrétaire général rappelle les mines terrestres placées par Israël en territoire libanais avant son retrait. Jusqu'à maintenant, Israël a toujours refusé de donner à l'ONU les cartes qui indiquent l'emplacement de ces mines. De ce fait, depuis le retrait d'Israël l'an dernier, près de 100 civils libanais sont morts, ont été blessés ou ont subi une invalidité permanente en raison de ces mines.

De plus, le rapport du Secrétaire général précise que les mines terrestres sont toujours présentes dans le Sud du Liban. Le paragraphe 9 indique que « les mines continueront à poser de sérieux risques » pour la FINUL dans cette région.

On se demande si cette position concorde avec la culture de paix visant à mettre fin au conflit armé qui, selon le représentant israélien, serait préconisée par son gouvernement.

Enfin, le représentant d'Israël a fait référence à la relation entre le Liban et la Syrie. Je tiens à lui rappeler qu'il s'agit là d'une ingérence dans les affaires intérieures du Liban et de la Syrie, et qu'en conséquence, le représentant israélien n'a pas le droit de soulever cette question.

M. Mekdad (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Ma délégation voudrait exercer son droit de réponse à la déclaration faite par le représentant d'Israël.

Tous les termes utilisés par le représentant d'Israël à propos du rôle de l'ONU dans la prévention des conflits armés concernant mon pays, la Syrie, et concernant la situation au Liban étaient ridicules. L'intervention du représentant d'Israël devant l'Assemblée était encore une tentative israélienne de déformer les faits et d'induire en erreur. Il est clair que le sens général de la déclaration israélienne n'était pas destiné à appuyer les efforts de l'ONU tendant à prévenir les conflits armés; c'était plutôt une tentative désespérée de justifier les politiques d'agression, d'assassinat et de génocide pratiquées par Israël.

Les forces israéliennes d'occupation viennent de lancer une agression injuste et perfide contre les territoires sous contrôle de l'Autorité palestinienne. Alors que je vous parle, des colonnes de fumée continuent de s'échapper des maisons qui ont été démolies sans aucune justification. La destruction, il y a quelques jours, de quartiers entiers en Palestine, qui a été condamnée par le monde entier, tomberait, d'après le représentant

d'Israël, dans le cadre de la prévention des conflits armés!

En fait, la communauté internationale sait bien que le comportement de la Syrie est conforme aux lois du comportement international et aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies. La Syrie respecte scrupuleusement ces résolutions. D'un autre côté, la Syrie en réponse aux attaques israéliennes contre ses forces au Liban, a fait tout son possible pour empêcher tout conflit armé là-bas.

Le représentant du Liban a déjà parlé des menaces israéliennes en ce qui concerne le rôle de la Syrie au Liban. J'aimerais cependant dire clairement que la Syrie continue d'apporter son appui à ses frères libanais afin d'éteindre les feux de la guerre civile, ces mêmes flammes qu'Israël fait tout pour attiser.

La présence des forces syriennes au Liban est légitime. Ces forces sont là dans un but précis et les dirigeants des deux pays continuent de se consulter et de se coordonner à cet égard. Tout le monde sait que l'ONU, dans ses résolutions, a déterminé qu'Israël est une puissance occupante et que c'est la seule puissance au monde qui pratique actuellement la colonisation.

Le Hezbollah, Parti de Dieu, est un parti libanais qui joue son rôle au Liban et ne reçoit d'instructions d'aucun côté ou d'aucune partie, y compris de la Syrie. Israël, pour sa part, a occupé le Liban pendant 22 ans, comme l'a signalé le représentant du Liban.

En ce qui concerne le processus de paix, chacun sait que la Syrie est le pays qui a ouvert la porte à ce processus. Le Premier Ministre israélien Sharon – presque tous les jours, en public, en plein jour – déclare qu'il ne reviendra pas au processus de paix. Il y a deux jours, il se trouvait dans une colonie israélienne sur les hauteurs du Golan occupé pour déclarer que le plus grand accomplissement dans l'histoire d'Israël était les colonies, dont il a dit qu'elles devaient être étendues et qu'il fallait en créer de nouvelles. Il a aussi dit qu'Israël ne se retirerait jamais de ces territoires.

De quelle paix le représentant d'Israël parle-t-il donc? De quel respect des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) parle-t-il? Il est clair qu'Israël parle un double langage, celui du terrorisme, surtout du terrorisme parrainé par l'État et des actes d'agression dans la région, et l'autre pour faire des déclarations fausses, trompeuses et hypocrites dans des forums internationaux, comme nous l'avons vu aujourd'hui.

La Syrie est un pays qui a des droits. Nous ne posons aucun préalable en ce qui concerne le processus de paix.

Le représentant d'Israël fait des efforts hystériques pour mettre en doute la position du Groupe asiatique en ce qui concerne son appui solide et unanime et son approbation de la candidature de la Syrie en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité. Cette candidature a reçu le soutien de nombreux pays de toutes les régions. C'est parce que ces pays croient dans le rôle que la Syrie joue et peut jouer. Nous avons pleine confiance dans le fait que nos frères du Groupe asiatique prouveront à Israël que c'est en vain qu'il essaie de les influencer d'une manière ou d'une autre.

La Syrie a été membre du Conseil de sécurité à la fin des années 40 et au début des années 70 et elle aimerait, comme elle l'a toujours fait, affirmer à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies qu'elle continuera de respecter les lois et la légitimité internationales et d'observer les principes de la Charte des Nations Unies. La Syrie continuera également d'honorer ces engagements lorsqu'elle siègera, à nouveau, au Conseil de sécurité. La Syrie travaillera avec tous les États Membres de l'ONU, en particulier avec les membres du Conseil de sécurité, pour renforcer le rôle du Conseil de sécurité dans la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde.

M. Lancry (Israël) : Je me sens dans le besoin de rappeler aux représentants libanais et syrien ayant identifié l'occupation israélienne comme la cause et la source du conflit israélo-arabe que ladite occupation, encore une fois, n'est pas tombée comme une foudre du ciel. Elle est le résultat d'une tentative d'éradication de l'État d'Israël menée en 1967 par la Syrie, entre autres.

En 1973, la Syrie a mené une tentative avortée de libérer, selon sa terminologie privilégiée, le Golan occupé. Elle a en même temps réitéré sa tentative de disloquer Israël. L'occupation du Liban par la Syrie, pour le moins, place en porte-à-faux la Syrie dans sa défense et son illustration du respect de l'intégrité et de la souveraineté territoriales. Que la Syrie commence par évacuer le Liban! Cela la mettrait certainement en meilleure adéquation avec les principes du droit international qu'elle évoque indûment. Comment, je me demande, dans cette situation, le représentant syrien peut-il se permettre de berner la communauté internationale en jurant par le respect du droit international et des normes internationales?

Nous sommes, dans ce contexte, extrêmement attentifs aux voix libanaises qui s'élèvent sans inhibition contre l'occupation du Liban par la Syrie. J'aimerais savoir ce que le représentant syrien a à répondre à ces voix libanaises. Nous ne pouvons que souhaiter au Liban de recouvrer sa pleine et entière souveraineté. Ce sera la condition nécessaire pour son épanouissement interne et externe. Ce sera aussi la condition nécessaire pour lui permettre de déployer ses forces le long de la frontière libano-israélienne en vertu des résolutions du Conseil de sécurité 425 (1978). Cela permettra aussi au Liban de soumettre le Hezbollah – organisation terroriste s'il en est – à la loi libanaise.

Effectivement, je n'aurais rien à voir dans cette situation syro-libanaise si elle n'était gravissime pour la stabilité et la sécurité de toute la région. Nous sommes également au regret de décevoir le représentant syrien en lui assénant cette nécessaire et vitale vérité : non, Israël n'est pas le seul État Membre à occuper des territoires. La Syrie, à travers sa dite consultation fraternelle avec les Libanais, occupe le Liban.

Israël a bien montré sa volonté de compromis territorial. Un compromis territorial total a été adopté avec l'Égypte. Nous avons aussi obtenu un accord de paix dans cette logique avec les Jordaniens.

Lors des dernières négociations entre Israël et la Syrie ici même aux États-Unis, à Shepherdstown (Virginie) en janvier 2000, Israël, par le biais du Premier Ministre Ehoud Barak, a offert à la Syrie représentée par le Ministre des affaires étrangères, M. Farouk Al-Shara', un règlement par lequel l'intégrité territoriale syrienne était respectée. La Syrie a décliné au nom de son honneur national qui n'est rien d'autre que la violation de l'intégrité tant soit peu cavalière et oublieuse du droit international des frontières internationales entre Israël et la Syrie.

Et je voudrais dire aussi un mot de la conception de la paix selon M. Farouk Al-Shara'. Ceci a d'ailleurs partie liée avec le rapport du Secrétaire général. Devant une audience aussi prestigieuse et éminente d'écrivains arabes réunis à Damas en février 2000 – il n'était pas seulement question d'écrivains syriens mais d'écrivains arabes, d'où l'importance de ce que je dis quand on sait à quel point des écrivains arabes peuvent être aussi des faiseurs d'opinion – voilà donc quelle a été la conception de la paix selon M. Farouk Al-Shara'. La paix avec Israël, a-t-il dit, n'est rien d'autre que le passage d'un conflit militaire à un conflit économique, diplo-

matique, politique et culturel. La paix selon la Syrie est le passage d'un conflit à un autre conflit. Ceci est une vision extrêmement réductrice de la paix en contradiction totale avec l'esprit et la lettre du rapport du Secrétaire général sur la prévention des conflits armés dont la solution repose aussi sur l'intégration économique, sociale et culturelle, comme le Secrétaire général le préconise assez éloquemment.

Quant au Conseil de sécurité et à la candidature de la Syrie, c'est certainement une bonne chose que de disposer de l'aval géographique du Groupe asiatique et l'article 23 de la Charte des Nations Unies parle expressément d'un besoin d'équité géographique. Nous n'avons rien à redire là-dessus. Nous sommes entièrement respectueux des choix et des prérogatives du Groupe asiatique. C'est sans doute une condition nécessaire, mais elle est pour autant crucialement insuffisante au regard de l'article 23 qui préconise de regarder d'aussi près que possible la contribution de tout Membre, candidat au Conseil de sécurité, à la stabilité et à la sécurité internationales alors que la Syrie, aujourd'hui,...

Le Président (*parle en anglais*) : Je suis désolé de devoir interrompre l'orateur qui a dépassé le délai qui lui était imparti.

M. Lancry (Israël) (*parle en anglais*) : Je prie le Président de m'accorder encore 30 secondes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je demanderais au représentant d'Israël d'avoir l'amabilité de conclure.

M. Lancry (Israël) (*parle en anglais*) : Je vais conclure, Monsieur le Président.

(*l'orateur poursuit en français*)

Que la Syrie aujourd'hui, celle qui empêche le Liban, de déployer ses forces au Sud-Liban, celle qui encourage et inspire le Hezbollah, celle qui perturbe la stabilité et la paix régionales, puisse se présenter et affirmer qu'elle est en adéquation avec la Charte des Nations Unies, je crois que c'est ce qu'il y a là vraiment de plus ridicule que l'on puisse faire valoir dans cette arène.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent parler une deuxième fois dans l'exercice de leur droit de réponse.

M. Diab (Liban) (*parle en arabe*) : Ce sont les remarques faites par le représentant d'Israël qui sont

effectivement ridicules. Nous ne pouvons pas comprendre ce que recherche le représentant d'Israël quand il jette des doutes sur l'indépendance et la souveraineté du Liban. On dirait qu'il oublie que l'alliance entre la Syrie et le Liban a entraîné la fin de l'occupation du Liban par Israël, obligeant ce dernier à se retirer du territoire libanais occupé. Au Liban, nous savons qui est notre allié et qui est notre ennemi.

Les observations faites par le représentant d'Israël sur le terrorisme et l'occupation sont ridicules et prêtent à rire. On dirait que ce représentant pense que le monde est aveugle aux crimes perpétrés par la puissance occupante, Israël.

Le Liban n'a pas oublié le massacre commis par les forces israéliennes d'occupation à Qana contre des civils libanais, y compris des enfants, et le bombardement délibéré perpétré contre le siège de l'ONU, symbole de la légitimité internationale. Les rapports du Secrétaire général sur cette question établissent clairement ces faits, et il est donc inutile que j'en parle plus longuement. Le représentant d'Israël pourrait se référer à ces rapports pour se faire une idée claire de la nature du terrorisme et de l'occupation auxquels se livre son pays.

Nous n'avons pas besoin d'accuser ici le Gouvernement israélien de terrorisme, les autorités israéliennes étant bien au courant du caractère terroriste de leur politique. Il suffit de mentionner ce qu'a dit le chef de l'opposition Yossi Sarid, hier à la Knesset :

« Le Gouvernement israélien viole chaque jour le rapport Mitchell et les autres accords qui ont été signés, et démolit les maisons de dizaines de Palestiniens, provoquant leur désespoir et laissant les femmes et les enfants sans aucun abri ».

Le chef de l'opposition demande aussi pourquoi les Israéliens ne s'interrogent pas sur les événements à Hébron où des colons ont attaqué des civils palestiniens sans que personne ne soit inculpé. Il a dit également que

« la démolition de maisons palestiniennes est une forme de terrorisme, mais notre égoïsme ne nous permet pas de le dire de façon explicite ».

Les commentaires d'un haut responsable israélien accusant son Gouvernement de terrorisme expliquent de manière assez éloquente la nature du Gouvernement israélien qui se cache de manière éhontée derrière des mensonges qu'il vient répéter devant cette Assemblée.

M. Mekdad (Syrie) (*parle en arabe*) : Je m'excuse de prendre à nouveau la parole, mais les mensonges que le représentant d'Israël tente de propager méritent que nous y répondions brièvement. Il est clair que le représentant d'Israël essaie de mentir. Qui plus est, il prétend de croire aux mensonges qu'il profère.

Le représentant du Liban a de nouveau réagi aux remarques faites par Israël sur la relation fraternelle qui existe entre la Syrie et le Liban. La Syrie est tout aussi désireuse de garantir l'indépendance et la souveraineté du Liban que les siennes propres. Le représentant israélien n'a pas le droit de parler de la Syrie. Nous le mettons au défi de trouver un autre État qui tienne le même langage à propos de la Syrie.

Le Conseil de sécurité est saisi de la question du Liban depuis 1975. Nous défions également le représentant d'Israël de trouver tout autre pays, mis à part Israël, qui critique la façon dont la Syrie aide ses frères au Liban. C'est Israël qui se livre au terrorisme, à l'occupation et aux massacres dans le sud du Liban. Comme je l'ai dit dans ma première intervention dans le cadre de l'exercice de mon droit de réponse, la présence de la Syrie au Liban est une forme d'assistance fraternelle. C'est aussi une aide provisoire qui impose un lourd fardeau aux ressources de la Syrie. Nous attendons avec impatience le jour où nos frères libanais pourront triompher complètement de leurs difficultés. Toutefois, jusqu'à ce moment-là, la Syrie continuera de soutenir le Liban.

Le représentant d'Israël a également parlé du processus de paix. Il sait que les dirigeants israéliens ont démontré qu'ils ne prenaient pas ce processus au sérieux. Le premier jour de la Conférence de la paix de Madrid, le Premier Ministre israélien de l'époque a en effet souligné qu'il ferait durer ces négociations des dizaines d'années afin que l'on ne parvienne pas à des résultats significatifs.

Mais le grand mensonge proféré par les autorités israéliennes d'occupation, c'est que la Syrie a attaqué Israël en 1967. Des documents de l'ONU indiquent – et les dirigeants internationaux et la communauté internationale le savent très bien – que c'est Israël qui avait alors attaqué l'ensemble des pays arabes. Depuis, Israël continue d'occuper leurs territoires, ce qui illustre bien son véritable objectif. Israël ne s'intéresse qu'à la terre, pas à la paix.

Que signifie la construction de colonies de peuplement dans les territoires occupés de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et du Golan? Comment comprendre le Premier Ministre israélien quand il déclare qu'il ne se retirera pas de ces territoires? Que signifient ces paroles? Il essaie même de reprendre des terres actuellement sous le contrôle de l'Autorité nationale palestinienne. Israël a déclaré la guerre à la paix. Chaque jour, il procède à des destructions. Nous ne cherchons pas à prendre des territoires à Israël. Nous réclamons seulement les terres qu'il occupe depuis le 4 juin 1967.

Le Président (*parle en anglais*) : Je dois interrompre l'orateur pour l'informer qu'il a épuisé son temps de parole de cinq minutes. Je lui demande donc de bien vouloir conclure.

M. Mekdad (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Au cours des pourparlers de Shepherdstown, Israël n'a pas offert ce qui lui était demandé dans le cadre du processus de paix, et il ne s'est pas retiré de l'ensemble du territoire syrien. C'est pour cette raison que les pourparlers de paix ont échoué. Tous les propos du représentant d'Israël sur des entretiens avec le Ministre syrien des affaires étrangères sont inexacts et déformés. En raison du manque de temps, je n'en parlerai pas en détail.

M. David (Israël) (*parle en anglais*) : J'ai écouté avec intérêt les déclarations des représentants du Liban et de la Syrie. J'ai été heureux de voir le représentant libanais citer l'un des dirigeants de l'opposition israélienne. J'espère qu'un jour, je pourrai entendre et citer les propos de représentants de l'opposition dans ces deux pays.

S'agissant des propos du représentant syrien, je voudrais indiquer qu'il y a une raison qui fait que son pays sert de siège à des organisations terroristes internationales : son propre pays est un État policier, une dictature totalitaire, un pays occupant, et un État qui procède à la culture et au trafic de stupéfiants. La Syrie est un pays où la notion des droits de l'homme n'est qu'une cruelle plaisanterie, une notion à laquelle l'on ne souscrit qu'en paroles.

S'agissant de la référence aux négociations de Shepherdstown, je voudrais clairement indiquer que pour mettre fin au conflit israélo-syrien, durant ces négociations, Israël a proposé à la Syrie un compromis ambitieux qui était fondamentalement une concession aux exigences de la Syrie. Mais au moment de vérité, non seulement la Syrie a rejeté le geste d'Israël, mais

elle a également revendiqué, en échange d'un accord de paix, des territoires d'Israël qu'elle a occupés en 1949 et qui, en vertu du droit international, appartiennent à Israël et non à ce pays. C'est l'une des raisons qui a fait que les pourparlers n'ont pas abouti.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée a ainsi achevé la phase actuelle de son examen du point 10 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 45.